



2014

Revenu agricole, situation
financière et aide
gouvernementale
Recueil de données



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, 2014

Mars 2015

Préparé par :

Direction de la recherche et de l'analyse, Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

Documents provenant de tiers

Certains documents et éléments graphiques de cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la reproduction.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2015) N° de catalogue A31-1/2014F-PDF
ISSN 1494-5223
N° AAC 12331F

Version électronique disponible à www.agr.gc.ca/publicationseconomiques

Issued also in English under the title Farm Income, Financial Conditions and Government Assistance Data Book, 2014

Pour de plus amples renseignements, veuillez nous contacter à info@agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 1 |
| SOMMAIRE | 3 |
| SECTION A | |
| Revenu agricole | 5 |
| Méthodologie relative au revenu agricole | 15 |
| SECTION B | |
| Situation financière | 17 |
| Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles | 31 |
| SECTION C | |
| Dépenses publiques au secteur agroalimentaire | 33 |
| Méthodologie relative aux dépenses publiques | 51 |
| SECTION D | |
| Estimations du soutien à l'agriculture | 55 |
| Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE | 63 |

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

| | |
|---|----|
| Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2004-2013 | 7 |
| Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2008-2013 | 10 |
| Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2011-2013 | 12 |
| Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2011-2013 | 13 |

SECTION B : Situation financière

| | |
|--|----|
| Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2004-2013 | 19 |
| Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2004-2013 | 20 |
| Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1998-2013 | 21 |
| Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2008-2009 à 2013-2014 | 22 |
| Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2006-2007 à 2013-2014 | 23 |
| Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013 | 24 |
| Tableau B.7 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Ontario et au Michigan/Ohio/Indiana, 2013 et 2014 | 29 |
| Tableau B.8 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants au Manitoba et au Minnesota/Dakota du Nord, 2013 et 2014 | 29 |
| Tableau B.9 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Saskatchewan et au Montana, 2013 et 2014 | 30 |
| Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2009-2013 | 30 |

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

| | |
|---|----|
| Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2014-2015 | 35 |
| Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 | 37 |
| Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 | 43 |
| Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 | 47 |
| Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 | 49 |

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

| | |
|---|----|
| Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2011-2013 | 57 |
| Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 | 58 |
| Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 | 59 |
| Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 | 60 |
| Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 | 60 |
| Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013. | 61 |
| Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 | 62 |
| Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 | 62 |

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A. Revenu agricole

| | |
|--|---|
| Graphique A.1a : Revenu monétaire net (dollars courant), Canada, 2004-2013 | 9 |
| Graphique A.1b : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2004-2013 | 9 |

SECTION B. Situation financière

| | |
|---|----|
| Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013 | 19 |
| Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013 | 20 |
| Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2013 | 21 |
| Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2014 | 22 |
| Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LCPA, exercice 2013-2014 | 23 |
| Graphique B.6 : Taux hypothécaire conventionnel et taux d'intérêt préférentiel, 2005-2013 | 28 |

SECTION C. Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

| | |
|---|----|
| Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada, 2007-2008 à 2014-2015 | 35 |
| Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale | 36 |
| Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2013-2014 et 2014-2015 | 48 |

ABRÉVIATIONS

| | | | |
|-------------|--|----------------|---|
| CCB | Commission canadienne du blé | LPAACFC | Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative |
| CNS | Coefficient nominal de soutien | LPCA | Loi sur les programmes de commercialisation agricole |
| CSRN | Compte de stabilisation du revenu net | PCSRA | Programme canadien de stabilisation du revenu agricole |
| ESC | Estimation du soutien aux consommateurs | PDF | Programme de données fiscales |
| ESP | Estimation du soutien aux producteurs | PIB | Produit intérieur brut |
| ESSG | Estimation du soutien aux services d'intérêt général | SEE | Société pour l'expansion des exportations |
| EST | Estimation du soutien total | TSA | Transferts au titre d'un seul produit |
| FAC | Financement agricole Canada | | |
| LCPA | Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles | | |

SIGNES CONVENTIONNELS

| | |
|------|--|
| n.c. | non calculé |
| .. | non disponible |
| x | confidentiel ou trop peu fiable pour être publié |

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : la section A renferme de l'information relative au revenu agricole; la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles; la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire; la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien aux producteurs. Des notes sur la méthodologie utilisée sont fournies à la fin de chaque section. Le présent document renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

COORDONNÉES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole global

Robert Koroluk
Tél : 613-773-2428
Courriel : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole à l'échelle de la ferme

Katrin Nagelschmitz
Tél : 613-773-2087
Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

Dette agricole; faillites agricoles; prêts de Financement agricole Canada (FAC); *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, en moyenne

Katrin Nagelschmitz
Tél : 613-773-2087
Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire de FAC, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang
Tél : 613-773-2426
Courriel : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay
Tél : 613-773-2441
Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay
Tél : 613-773-2441
Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données " Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale " rassemble des séries de données historiques provenant de plusieurs sources en un document pratique pour les utilisateurs de données sur les principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole. Le recueil donne une vue d'ensemble de la situation de l'agriculture primaire et des dépenses que font les gouvernements pour assurer le dynamisme et la compétitivité du secteur. Ce recueil fournit également des renseignements utiles sur l'aide publique versée au secteur et qui sont difficiles à obtenir autrement.

Les renseignements inclus dans le recueil sont fournis par plusieurs organisations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et par d'autres ministères fédéraux. Ils sont aussi préparés en consultation avec les ministères provinciaux responsables de l'agriculture.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente des renseignements relatifs au revenu agricole. La section B contient des renseignements sur la situation financière des exploitations agricoles. La section C renferme des données sur les dépenses publiques au secteur agroalimentaire et la section D présente les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Chaque édition du recueil présente les données les plus récentes sur les principaux indicateurs économiques et financiers.

POINTS SAILLANTS

Section A - Revenu agricole

- En 2013, les recettes tirées des productions végétales et animales ont totalisé 52,2 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis les 10 dernières années (2004-2013). L'augmentation des recettes tirées du marché en 2013 est attribuable aux recettes élevées des productions végétales (30,6 milliards de dollars) et des productions animales (21,5 milliards de dollars), lesquelles ont atteint leur plus haut niveau en 10 ans.
- En 2013, le revenu monétaire net s'est chiffré à 12,7 milliards de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé entre 2004 et 2013 et qui dépasse le dernier record de 12,4 milliards de dollars établi en 2012. À titre de comparaison, le revenu monétaire net le plus faible au cours de la même période a été de 5,9 milliards de dollars, en 2006.

- Les paiements des programmes sont passés de 2,7 milliards de dollars en 2013 par rapport à 3,4 milliards de dollars l'année précédente. De manière générale, les revenus élevés réalisés depuis 2008 grâce aux conditions favorables des marchés ont réduit les besoins en matière de paiements de programmes.
- Les résultats provisoires pour 2013 montrent qu'avec des revenus d'exploitation moyens de 594 778 \$, Terre-Neuve-et-Labrador est la province où l'on retrouve les plus grandes entreprises agricoles. C'est en Saskatchewan que l'on retrouve les exploitations agricoles les plus petites, avec des revenus d'exploitation moyens atteignant 316 928 \$ en 2013. À l'échelle nationale, les entreprises agricoles enregistraient en moyenne des revenus d'exploitation de 387 948 \$ et des dépenses d'exploitation de 318 276 \$ en 2013, ce qui représente un bénéfice net d'exploitation moyen de 69 673 \$. Il s'agit d'une augmentation de 3 % par rapport au bénéfice net d'exploitation moyen enregistré l'année précédente, lequel se chiffrait à 67 402 \$.
- Le bénéfice net d'exploitation varie considérablement selon le type d'exploitation agricole. En 2013, les producteurs de pommes de terre ont enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen le plus élevé (216 130 \$), suivis des producteurs de volailles et d'œufs (195 119 \$). Le bénéfice net d'exploitation moyen des producteurs de céréales et d'oléagineux s'est chiffré à 93 823 \$; 79 110 \$ pour les producteurs de légumes et de melons; 38 146 \$ pour les producteurs de fruits et de noix; 12 142 \$ pour les éleveurs de bovins. Les éleveurs de porcs ont réalisé un bénéfice net d'exploitation moyen de 104 258 \$, ce qui représente une baisse de 6 % par rapport à l'année précédente.

Section B - Situation financière des exploitations agricoles

- Les agriculteurs contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme et pour investir dans leur exploitation afin de tirer profit de nouveaux débouchés commerciaux. En 2013, la dette agricole totale au Canada s'élevait à 78,0 milliards de dollars.
- En 2013, 66 exploitations agricoles ont déclaré faillite, ce qui représente une hausse par rapport aux 46 faillites de l'année précédente, mais demeure tout de même bas par rapport aux données historiques. L'Ontario (18 faillites), le Québec (13 faillites) et le Manitoba (13 faillites) sont les provinces ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites. Le nombre de faillites agricoles suit une tendance à la baisse depuis 1998.

- Financement agricole Canada (FAC) a approuvé 46 288 nouveaux prêts en 2013-2014. Le montant moyen des prêts approuvés par FAC s'est élevé à 163 649 \$.
- Au total, 1 747 nouveaux prêts ont été enregistrés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (anciennement la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative) en 2013-2014. Près de trois nouveaux prêts sur quatre ont été octroyés à la Saskatchewan.
- De façon générale, les bilans des exploitations agricoles ont été encourageants en 2013. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 2,8 millions de dollars d'actifs et 0,5 million de dollars de dettes, totalisant un avoir net de 2,3 millions de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation. L'avoir net moyen est de : 5,5 millions de dollars pour les élevages avicoles; 4,4 millions pour les producteurs de pommes de terre; 3,4 millions pour les fermes laitières; 2,6 millions pour les élevages de porcs; 2,5 millions pour les exploitations céréalières; 1,7 million pour les élevages de bovins de boucherie. Les exploitations de la Colombie-Britannique ont déclaré les actifs les plus élevés au Canada, soit 3,6 millions de dollars, suivies de l'Alberta, à 3,5 millions de dollars. Cependant, au chapitre des valeurs nettes moyennes, les exploitations agricoles de l'Alberta ont enregistré les plus élevées à 3,0 millions de dollars, suivies de celles de la Colombie-Britannique à 2,8 millions de dollars.
- À l'automne 2014, l'ammoniac anhydre coûtait en moyenne 962 \$ la tonne en Ontario, 793 \$ la tonne au Manitoba et 850 \$ la tonne en Saskatchewan. Les agriculteurs de l'Ontario ont payé l'ammoniac anhydre moins cher que ceux des États américains voisins (Michigan, Ohio et Indiana) tandis que les agriculteurs du Manitoba l'ont payé moins cher que ceux du Minnesota et du Dakota du Nord. Les agriculteurs de la Saskatchewan ont payé un prix plus élevé pour l'essence que leurs homologues de l'Ontario et du Manitoba, alors que les prix du diesel ont été semblables dans les trois provinces. Les agriculteurs de l'Ontario et du Manitoba se sont procuré de l'essence à un prix plus élevé que leurs voisins américains, alors que seul l'Ontario a payé plus cher pour le diesel.
- Les dépenses totales liées à l'exploitation agricole ont augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 48,5 milliards de dollars en 2013. Une bonne partie de cette hausse est attribuable à l'augmentation de l'amortissement, des loyers, du coût des pesticides, des intérêts, d'autres dépenses et des salaires en espèces, mais la baisse du prix des engrais l'a compensée en partie.

Section C - Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

- Le total des dépenses publiques consacrées au soutien du secteur agricole et agroalimentaire a diminué de 9 % en 2013-2014, passant à 6,00 milliards de dollars. Les dépenses fédérales ont diminué de 10 % pour s'établir à 3,02 milliards de dollars alors que les dépenses provinciales ont connu une baisse de 8 % pour s'établir à 2,98 milliards de dollars.
- On prévoit en 2014-2015 que les dépenses fédérales connaîtront une baisse de 10 % pour s'établir à 2,72 milliards de dollars, tandis que les dépenses provinciales chuteront de 3 % pour s'établir à 2,88 milliards de dollars. Au total, on s'attend à ce que les dépenses connaissent une baisse de 7 % pour s'établir à 5,61 milliards de dollars.
- En 2013-2014, les paiements de programmes fédéraux, lesquels sont composés principalement des paiements versés directement aux producteurs, devraient diminuer pour totaliser 1,18 milliard de dollars. Ces paiements devraient demeurer inchangés en 2014-2015. Au cours de la même période, les paiements de programmes provinciaux devraient diminuer en 2013-2014 pour s'établir à 1,38 milliard de dollars et également diminuer en 2014-2015 pour s'établir à 1,14 milliard de dollars.
- En 2013-2014, les catégories affichant les dépenses les plus élevées sont les paiements de programmes ainsi que la recherche et l'inspection. Ces deux catégories représentent respectivement 75 % et 54 % des dépenses fédérales et provinciales. Cependant, la part des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection est de 39 % à l'échelon fédéral et de 12 % à l'échelon provincial.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada a diminué, passant de 15 % en 2012 à 12 % en 2013.
- De 2012 à 2013, le niveau de soutien exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes a diminué aux États-Unis (de 8 % à 7 %). Il est demeuré inchangé en Australie (2 %), dans l'Union européenne (20 %), au Mexique (12 %) et en Nouvelle Zélande (1 %).
- Au fil du temps, le soutien à des produits particuliers est en baisse, mais certains produits reçoivent encore aujourd'hui beaucoup de soutien. On mesure le niveau de ce soutien par l'intermédiaire des transferts au titre d'un seul produit (TSA), indicateur qui mesure les transferts liés à la production d'un seul produit. Cet indicateur est exprimé en pourcentage des recettes brutes pour un produit particulier. En 2013, le lait est le produit qui a reçu le plus haut niveau de soutien au Canada, fort d'un TSA de 44 %. Dans l'Union européenne, c'est le bœuf et le veau qui ont reçu le plus haut niveau de soutien, avec un TSA de 40 %. Aux États-Unis, aucun produit n'a affiché un TSA supérieur à 10 %.



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2004-2013

| | T.-N.-L.- | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|------------------------------------|-----------|----------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| Recettes des cultures | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 16 | 186 | 141 | 178 | 1 449 | 3 558 | 1 812 | 3 255 | 2 656 | 1 169 | 14 420 |
| 2005 | 14 | 197 | 139 | 188 | 1 491 | 3 606 | 1 300 | 3 169 | 2 431 | 1 077 | 13 612 |
| 2006 | 17 | 234 | 150 | 223 | 1 581 | 3 794 | 1 291 | 3 690 | 2 641 | 1 108 | 14 729 |
| 2007 | 18 | 236 | 123 | 207 | 1 690 | 4 125 | 2 223 | 5 228 | 3 484 | 1 113 | 18 448 |
| 2008 | 15 | 241 | 125 | 221 | 2 160 | 4 605 | 2 777 | 7 017 | 4 738 | 1 115 | 23 016 |
| 2009 | 18 | 256 | 123 | 249 | 2 140 | 4 725 | 2 816 | 7 298 | 4 417 | 1 172 | 23 214 |
| 2010 | 18 | 252 | 129 | 236 | 2 111 | 5 203 | 2 683 | 6 675 | 3 784 | 1 210 | 22 302 |
| 2011 | 17 | 318 | 139 | 271 | 2 410 | 5 507 | 2 550 | 8 189 | 5 189 | 1 237 | 25 827 |
| 2012 | 17 | 319 | 152 | 254 | 2 648 | 6 420 | 2 718 | 9 151 | 6 476 | 1 329 | 29 484 |
| 2013 | 17 | 321 | 160 | 293 | 2 742 | 6 424 | 3 404 | 9 590 | 6 303 | 1 365 | 30 620 |
| Recettes du bétail | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 70 | 123 | 290 | 208 | 4 018 | 4 365 | 1 615 | 1 447 | 3 914 | 1 004 | 17 056 |
| 2005 | 74 | 129 | 300 | 209 | 4 011 | 4 495 | 1 832 | 1 783 | 4 358 | 1 192 | 18 384 |
| 2006 | 79 | 121 | 303 | 204 | 3 869 | 4 350 | 1 801 | 1 724 | 4 193 | 1 133 | 17 776 |
| 2007 | 87 | 127 | 318 | 219 | 4 096 | 4 550 | 1 753 | 1 705 | 4 301 | 1 172 | 18 328 |
| 2008 | 93 | 120 | 349 | 224 | 4 321 | 4 792 | 1 716 | 1 730 | 4 266 | 1 298 | 18 911 |
| 2009 | 89 | 119 | 324 | 223 | 4 242 | 4 591 | 1 651 | 1 484 | 4 080 | 1 252 | 18 055 |
| 2010 | 99 | 125 | 355 | 217 | 4 485 | 4 716 | 1 748 | 1 530 | 4 400 | 1 213 | 18 888 |
| 2011 | 101 | 133 | 373 | 245 | 4 893 | 5 305 | 1 920 | 1 637 | 4 419 | 1 302 | 20 329 |
| 2012 | 112 | 143 | 419 | 252 | 4 928 | 5 326 | 1 934 | 1 688 | 4 698 | 1 375 | 20 875 |
| 2013 | 120 | 144 | 423 | 259 | 5 052 | 5 515 | 1 992 | 1 893 | 4 775 | 1 367 | 21 540 |
| Recettes totales du marché | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 86 | 309 | 432 | 385 | 5 468 | 7 923 | 3 427 | 4 702 | 6 571 | 2 172 | 31 476 |
| 2005 | 88 | 326 | 439 | 397 | 5 502 | 8 101 | 3 132 | 4 952 | 6 789 | 2 269 | 31 995 |
| 2006 | 95 | 355 | 453 | 426 | 5 450 | 8 144 | 3 091 | 5 414 | 6 834 | 2 241 | 32 505 |
| 2007 | 105 | 363 | 441 | 426 | 5 786 | 8 675 | 3 977 | 6 933 | 7 785 | 2 285 | 36 776 |
| 2008 | 108 | 362 | 474 | 446 | 6 481 | 9 398 | 4 493 | 8 747 | 9 005 | 2 413 | 41 927 |
| 2009 | 107 | 375 | 447 | 471 | 6 382 | 9 316 | 4 467 | 8 783 | 8 496 | 2 424 | 41 269 |
| 2010 | 117 | 377 | 483 | 453 | 6 596 | 9 919 | 4 431 | 8 205 | 8 184 | 2 424 | 41 190 |
| 2011 | 118 | 452 | 512 | 516 | 7 304 | 10 812 | 4 470 | 9 826 | 9 608 | 2 539 | 46 156 |
| 2012 | 129 | 462 | 571 | 506 | 7 576 | 11 745 | 4 652 | 10 839 | 11 174 | 2 705 | 50 359 |
| 2013 | 137 | 465 | 583 | 552 | 7 794 | 11 940 | 5 396 | 11 483 | 11 078 | 2 732 | 52 159 |
| Paiements des programmes | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 1 | 40 | 25 | 36 | 835 | 674 | 430 | 1 190 | 1 443 | 188 | 4 862 |
| 2005 | 1 | 46 | 27 | 40 | 749 | 800 | 699 | 1 323 | 1 117 | 120 | 4 923 |
| 2006 | 1 | 21 | 15 | 34 | 858 | 662 | 626 | 1 267 | 945 | 105 | 4 534 |
| 2007 | 1 | 21 | 18 | 31 | 1 134 | 598 | 413 | 871 | 907 | 96 | 4 089 |
| 2008 | 1 | 33 | 14 | 31 | 1 092 | 649 | 350 | 680 | 1 174 | 108 | 4 133 |
| 2009 | 0 | 36 | 16 | 30 | 1 060 | 369 | 386 | 462 | 830 | 102 | 3 290 |
| 2010 | 1 | 33 | 13 | 24 | 617 | 287 | 349 | 912 | 817 | 82 | 3 135 |
| 2011 | 1 | 33 | 16 | 25 | 656 | 283 | 501 | 1 218 | 681 | 66 | 3 478 |
| 2012 | 1 | 21 | 10 | 32 | 769 | 309 | 495 | 949 | 772 | 48 | 3 405 |
| 2013 | 0 | 31 | 11 | 21 | 506 | 350 | 371 | 655 | 695 | 44 | 2 684 |
| Recettes monétaires totales | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 88 | 350 | 457 | 422 | 6 302 | 8 597 | 3 858 | 5 892 | 8 013 | 2 360 | 36 338 |
| 2005 | 89 | 372 | 466 | 438 | 6 251 | 8 901 | 3 831 | 6 275 | 7 906 | 2 389 | 36 919 |
| 2006 | 96 | 377 | 468 | 460 | 6 308 | 8 806 | 3 717 | 6 682 | 7 779 | 2 346 | 37 039 |
| 2007 | 106 | 385 | 459 | 457 | 6 920 | 9 273 | 4 389 | 7 804 | 8 692 | 2 381 | 40 866 |
| 2008 | 109 | 394 | 489 | 477 | 7 573 | 10 047 | 4 844 | 9 427 | 10 179 | 2 522 | 46 060 |
| 2009 | 108 | 411 | 463 | 502 | 7 443 | 9 685 | 4 853 | 9 244 | 9 326 | 2 525 | 44 560 |
| 2010 | 117 | 410 | 496 | 477 | 7 213 | 10 207 | 4 781 | 9 117 | 9 001 | 2 505 | 44 325 |
| 2011 | 119 | 485 | 528 | 541 | 7 959 | 11 095 | 4 971 | 11 043 | 10 289 | 2 605 | 49 634 |
| 2012 | 130 | 483 | 580 | 539 | 8 346 | 12 054 | 5 146 | 11 788 | 11 946 | 2 752 | 53 764 |
| 2013 | 138 | 496 | 593 | 573 | 8 300 | 12 290 | 5 767 | 12 138 | 11 773 | 2 776 | 54 843 |

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

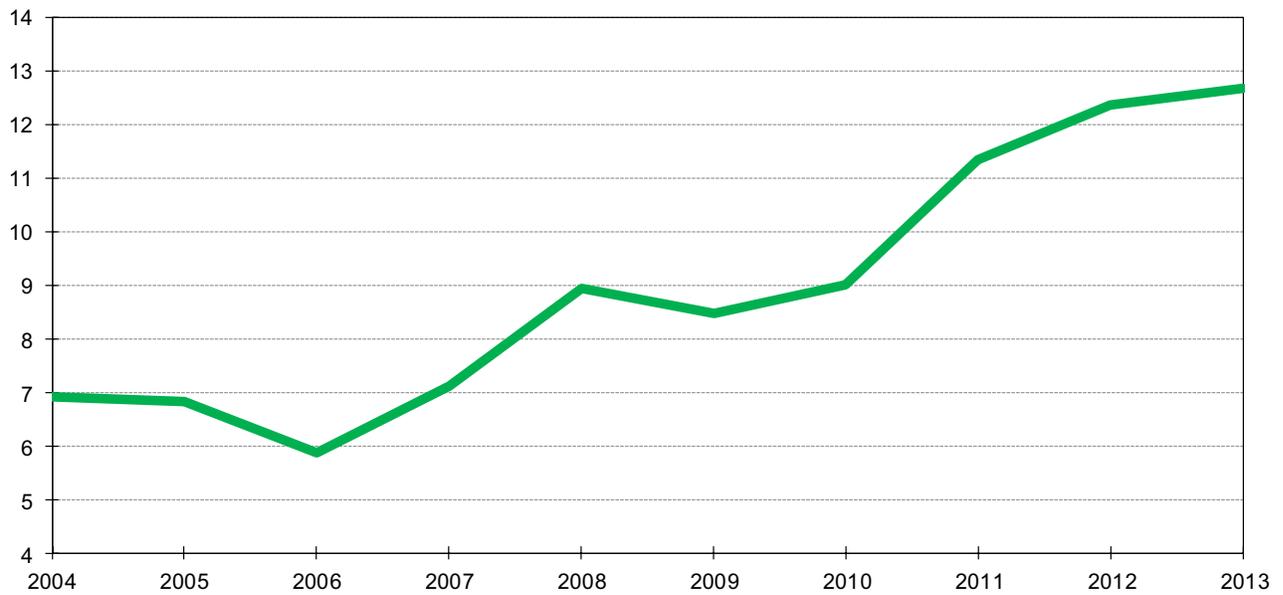
Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2004-2013 (suite)

| | T.-N.-L.- | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|---------------------------------------|--------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| | - millions de \$ - | | | | | | | | | | |
| Dépenses d'exploitation nettes | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 78 | 305 | 365 | 351 | 4 925 | 7 224 | 3 099 | 4 888 | 6 235 | 1 937 | 29 407 |
| 2005 | 79 | 307 | 367 | 360 | 4 875 | 7 359 | 3 011 | 5 132 | 6 569 | 2 037 | 30 096 |
| 2006 | 85 | 317 | 382 | 377 | 5 088 | 7 573 | 3 223 | 5 301 | 6 756 | 2 070 | 31 171 |
| 2007 | 95 | 329 | 400 | 391 | 5 590 | 8 050 | 3 551 | 5 927 | 7 227 | 2 195 | 33 756 |
| 2008 | 102 | 348 | 431 | 411 | 5 940 | 8 553 | 3 999 | 6 880 | 8 071 | 2 392 | 37 128 |
| 2009 | 104 | 361 | 420 | 418 | 5 817 | 8 466 | 3 869 | 6 661 | 7 702 | 2 262 | 36 079 |
| 2010 | 103 | 348 | 422 | 408 | 5 499 | 8 392 | 3 776 | 6 380 | 7 735 | 2 261 | 35 324 |
| 2011 | 109 | 367 | 442 | 426 | 6 047 | 8 869 | 3 951 | 7 221 | 8 492 | 2 377 | 38 300 |
| 2012 | 115 | 387 | 478 | 441 | 6 242 | 9 469 | 4 372 | 8 077 | 9 313 | 2 510 | 41 404 |
| 2013 | 118 | 386 | 480 | 438 | 6 364 | 9 579 | 4 504 | 8 269 | 9 462 | 2 566 | 42 166 |
| Revenu monétaire net | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 9 | 45 | 92 | 70 | 1 378 | 1 373 | 758 | 1 004 | 1 778 | 423 | 6 931 |
| 2005 | 10 | 65 | 100 | 77 | 1 377 | 1 542 | 820 | 1 143 | 1 337 | 353 | 6 823 |
| 2006 | 11 | 60 | 86 | 84 | 1 220 | 1 234 | 495 | 1 380 | 1 023 | 276 | 5 868 |
| 2007 | 11 | 56 | 59 | 66 | 1 330 | 1 223 | 838 | 1 877 | 1 465 | 186 | 7 109 |
| 2008 | 8 | 46 | 57 | 65 | 1 633 | 1 494 | 845 | 2 547 | 2 107 | 130 | 8 932 |
| 2009 | 3 | 49 | 43 | 84 | 1 626 | 1 219 | 985 | 2 583 | 1 624 | 264 | 8 481 |
| 2010 | 14 | 63 | 74 | 69 | 1 715 | 1 815 | 1 004 | 2 738 | 1 266 | 244 | 9 001 |
| 2011 | 10 | 117 | 86 | 115 | 1 912 | 2 226 | 1 020 | 3 823 | 1 797 | 228 | 11 334 |
| 2012 | 15 | 96 | 102 | 98 | 2 103 | 2 586 | 775 | 3 710 | 2 633 | 242 | 12 360 |
| 2013 | 20 | 110 | 113 | 135 | 1 936 | 2 710 | 1 263 | 3 869 | 2 311 | 210 | 12 677 |
| Revenu net réalisé | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 3 | 6 | 42 | 23 | 795 | 328 | 317 | 41 | 649 | 163 | 2 366 |
| 2005 | 3 | 25 | 47 | 27 | 735 | 446 | 369 | 179 | 169 | 79 | 2 079 |
| 2006 | 4 | 19 | 34 | 33 | 569 | 120 | 37 | 420 | -161 | -25 | 1 047 |
| 2007 | 4 | 16 | 6 | 13 | 649 | 86 | 375 | 871 | 234 | -136 | 2 118 |
| 2008 | 0 | 6 | 2 | 14 | 924 | 326 | 358 | 1 508 | 833 | -216 | 3 754 |
| 2009 | -4 | 8 | -16 | 30 | 868 | 10 | 468 | 1 455 | 295 | -92 | 3 023 |
| 2010 | 6 | 22 | 16 | 17 | 962 | 611 | 478 | 1 578 | -50 | -110 | 3 532 |
| 2011 | 2 | 75 | 25 | 62 | 1 119 | 950 | 458 | 2 544 | 413 | -140 | 5 509 |
| 2012 | 7 | 52 | 41 | 44 | 1 283 | 1 257 | 194 | 2 375 | 1 187 | -135 | 6 305 |
| 2013 | 11 | 64 | 50 | 80 | 1 092 | 1 342 | 656 | 2 458 | 794 | -175 | 6 373 |
| Revenu net total | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 4 | 11 | 39 | 14 | 913 | 643 | 248 | 863 | 1 156 | 136 | 4 026 |
| 2005 | 4 | 4 | 47 | 37 | 682 | 435 | 126 | 755 | 456 | 34 | 2 579 |
| 2006 | 4 | 47 | 32 | 57 | 470 | -11 | 323 | -161 | -448 | -64 | 251 |
| 2007 | 3 | -9 | 6 | 1 | 731 | -143 | 272 | 479 | -55 | -154 | 1 130 |
| 2008 | -1 | -21 | 1 | -6 | 754 | 370 | 879 | 3 717 | 1 571 | -252 | 7 014 |
| 2009 | -4 | 5 | -26 | 33 | 791 | 10 | 501 | 1 983 | -329 | -117 | 2 847 |
| 2010 | 6 | 39 | 16 | 27 | 984 | 527 | -85 | 746 | 272 | -119 | 2 413 |
| 2011 | 1 | 62 | 26 | 10 | 1 107 | 1 344 | -27 | 2 709 | 940 | -86 | 6 085 |
| 2012 | 5 | 59 | 42 | 77 | 1 299 | 1 184 | 926 | 2 227 | 669 | -153 | 6 335 |
| 2013 | 11 | 64 | 52 | 70 | 1 165 | 1 404 | 1 407 | 5 519 | 2 436 | -113 | 12 014 |

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(a) : Revenu monétaire net (dollars courants), Canada, 2004-2013

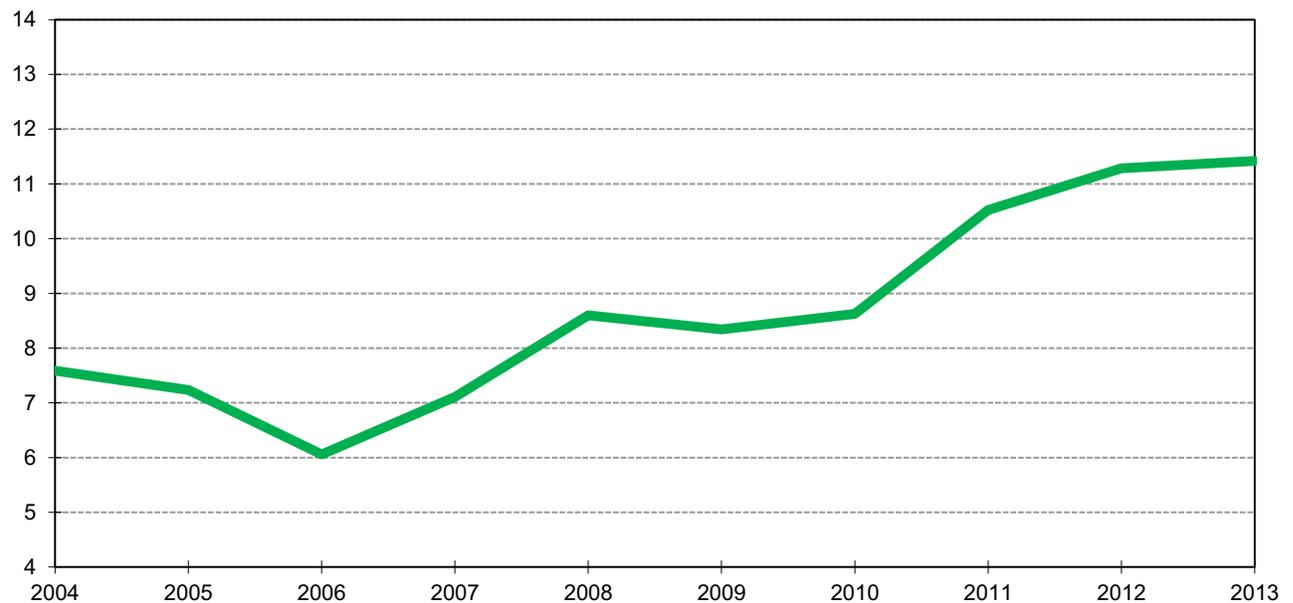
milliards de \$



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(b) : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2004-2013

milliards de \$



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0009 - Revenu agricole net, tableau 380-0066 - Indices des prix, produit intérieur et calculs effectués par Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2008-2013

| | T.-N.-L.- | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------------------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|--------------|------------|------------|------------|--------------|------------|--------------|
| | - millions de \$ - | | | | | | | | | | |
| 2008 | | | | | | | | | | | |
| Assurance-production ¹ | 0 | 9 | 1 | 10 | 43 | 68 | 78 | 94 | 262 | 31 | 598 |
| PCSRA | 1 | 8 | 2 | 7 | 132 | 100 | 75 | 123 | 605 | 36 | 1 089 |
| Agri-stabilité | 0 | 4 | 3 | 7 | 200 | 167 | 89 | 45 | 63 | 13 | 592 |
| Agri-investissement ² | 0 | 4 | 2 | 3 | 46 | 71 | 40 | 63 | 61 | 14 | 306 |
| CSRN | 0 | 3 | 2 | 3 | 5 | 54 | 33 | 85 | 49 | 6 | 240 |
| Prog. provinciaux de stabilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 644 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 655 |
| Autres paiements ³ | 0 | 4 | 3 | 1 | 22 | 177 | 35 | 270 | 134 | 8 | 653 |
| Paiements totaux avant rabais | 1 | 33 | 14 | 31 | 1 092 | 649 | 350 | 680 | 1 174 | 108 | 4 133 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 5 | 30 | 0 | 12 | 0 | 52 |
| Paiements totaux | 1 | 33 | 15 | 31 | 1 096 | 654 | 381 | 680 | 1 185 | 108 | 4 185 |
| Primes des producteurs | 0 | 4 | 1 | 3 | 181 | 80 | 116 | 349 | 251 | 6 | 990 |
| 2009 | | | | | | | | | | | |
| Assurance-production ¹ | 0 | 24 | 2 | 12 | 116 | 53 | 128 | 100 | 358 | 17 | 810 |
| PCSRA | 0 | 0 | 1 | 1 | 23 | 9 | 8 | 9 | 122 | 13 | 186 |
| Agri-stabilité | 0 | 6 | 8 | 13 | 190 | 182 | 134 | 66 | 141 | 50 | 790 |
| Agri-investissement ² | 0 | 4 | 2 | 3 | 35 | 63 | 50 | 112 | 78 | 11 | 358 |
| CSRN | 0 | 2 | 2 | 2 | 4 | 46 | 28 | 72 | 40 | 5 | 202 |
| Prog. provinciaux de stabilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 689 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 696 |
| Autres paiements ³ | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 9 | 38 | 104 | 90 | 5 | 250 |
| Paiements totaux avant rabais | 0 | 36 | 16 | 30 | 1 060 | 369 | 386 | 462 | 830 | 102 | 3 290 |
| Rabais sur intrants | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 5 | 33 | 0 | 8 | 0 | 48 |
| Paiements totaux | 0 | 36 | 17 | 30 | 1 062 | 374 | 419 | 462 | 837 | 102 | 3 338 |
| Primes des producteurs | 0 | 5 | 1 | 3 | 293 | 75 | 115 | 338 | 253 | 7 | 1 091 |
| 2010 | | | | | | | | | | | |
| Assurance-production ¹ | 0 | 17 | 2 | 14 | 87 | 50 | 169 | 320 | 469 | 28 | 1 157 |
| PCSRA | 0 | 1 | 0 | 1 | 4 | 1 | -1 | 7 | 0 | 1 | 13 |
| Agri-stabilité | 0 | 11 | 9 | 6 | 268 | 154 | 92 | 113 | 136 | 44 | 834 |
| Agri-investissement ² | 0 | 3 | 1 | 2 | 61 | 63 | 38 | 82 | 72 | 6 | 328 |
| CSRN | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prog. provinciaux de stabilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 195 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 210 |
| Autres paiements ³ | 0 | 2 | 0 | 1 | 2 | 2 | 51 | 390 | 141 | 3 | 593 |
| Paiements totaux avant rabais | 1 | 33 | 13 | 24 | 617 | 287 | 349 | 912 | 817 | 82 | 3 135 |
| Rabais sur intrants | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 4 | 32 | 0 | 4 | 0 | 42 |
| Paiements totaux | 1 | 34 | 13 | 24 | 618 | 292 | 382 | 912 | 821 | 82 | 3 177 |
| Primes des producteurs | 0 | 6 | 1 | 3 | 88 | 74 | 110 | 320 | 275 | 6 | 883 |

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2014.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² Inclut les paiements dans le cadre du Programme de démarrage..³ La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2008-2013 (suite)

| | T.-N.-L.- | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|--------------|------------|-----------|--------------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| 2011 | | | | | | | | | | | |
| Assurance-production ¹ | 0 | 20 | 2 | 9 | 36 | 60 | 313 | 528 | 330 | 12 | 1 309 |
| PCSRA | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | -2 | 0 | 2 |
| Agri-stabilité | 0 | 8 | 11 | 11 | 139 | 65 | 75 | 196 | 198 | 38 | 741 |
| Agri-investissement ² | 0 | 5 | 3 | 3 | 62 | 75 | 56 | 119 | 90 | 12 | 425 |
| Prog. provinciaux de stabilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 391 | 68 | 0 | 0 | 0 | 0 | 459 |
| Autres paiements ³ | 0 | 0 | 0 | 1 | 27 | 15 | 55 | 374 | 66 | 4 | 542 |
| Paiements totaux avant rabais | 1 | 33 | 16 | 25 | 656 | 283 | 501 | 1 218 | 681 | 66 | 3 478 |
| Rabais sur intrants | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 4 | 35 | 0 | 2 | 0 | 43 |
| Paiements totaux | 1 | 34 | 17 | 25 | 656 | 287 | 536 | 1 218 | 684 | 66 | 3 521 |
| Primes des producteurs | 0 | 8 | 1 | 3 | 231 | 50 | 105 | 379 | 319 | 6 | 1 103 |
| 2012 | | | | | | | | | | | |
| Assurance-production ¹ | 0 | 12 | 1 | 10 | 30 | 94 | 204 | 369 | 482 | 13 | 1 215 |
| Agri-stabilité | 1 | 5 | 6 | 12 | 73 | 49 | 179 | 291 | 90 | 20 | 726 |
| Agri-investissement | 0 | 3 | 2 | 3 | 127 | 67 | 43 | 121 | 75 | 11 | 452 |
| Prog. provinciaux de stabilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 424 | 80 | 0 | 0 | 0 | 0 | 504 |
| Autres paiements ³ | 0 | 0 | 0 | 8 | 115 | 19 | 69 | 168 | 124 | 4 | 507 |
| Paiements totaux avant rabais | 1 | 21 | 10 | 32 | 769 | 309 | 495 | 949 | 772 | 48 | 3 405 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 4 | 39 | 0 | 1 | 8 | 54 |
| Paiements totaux | 1 | 21 | 10 | 32 | 770 | 313 | 533 | 949 | 773 | 55 | 3 459 |
| Primes des producteurs | 0 | 8 | 1 | 4 | 182 | 79 | 144 | 450 | 360 | 6 | 1 234 |
| 2013 | | | | | | | | | | | |
| Assurance-production ¹ | 0 | 24 | 2 | 7 | 30 | 117 | 162 | 253 | 458 | 14 | 1 068 |
| Agri-stabilité | 0 | 3 | 6 | 9 | 41 | 75 | 125 | 182 | 60 | 17 | 517 |
| Agri-investissement | 0 | 4 | 3 | 3 | 60 | 73 | 48 | 127 | 90 | 11 | 419 |
| Prog. provinciaux de stabilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 275 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 335 |
| Autres paiements ³ | 0 | 0 | 0 | 1 | 100 | 25 | 36 | 93 | 88 | 3 | 345 |
| Paiements totaux avant rabais | 0 | 31 | 11 | 21 | 506 | 350 | 371 | 655 | 695 | 44 | 2 684 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 4 | 29 | 0 | 2 | 7 | 45 |
| Paiements totaux | 0 | 31 | 11 | 21 | 509 | 354 | 400 | 655 | 697 | 51 | 2 729 |
| Primes des producteurs | 0 | 8 | 1 | 3 | 171 | 97 | 165 | 471 | 419 | 6 | 1 342 |

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2014.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.

² Inclut les paiements dans le cadre du Programme de démarrage.

³ La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2011-2013

| Province | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires | 13/12 |
|--------------------------------|------------------------------|---------|---------------------|-------|
| | - Dollars par exploitation - | | | % |
| Terre-Neuve-et-Labrador | | | | |
| Revenus d'exploitation | 571 244 | 512 370 | 594 778 | 16 % |
| Dépenses d'exploitation | 494 692 | 443 348 | 499 884 | 13 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 76 551 | 69 022 | 94 894 | 37 % |
| Île-du-Prince-Édouard | | | | |
| Revenus d'exploitation | 476 635 | 506 733 | 492 519 | -3 % |
| Dépenses d'exploitation | 393 269 | 433 002 | 420 351 | -3 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 83 366 | 73 732 | 72 169 | -2 % |
| Nouvelle-Écosse | | | | |
| Revenus d'exploitation | 318 903 | 387 261 | 406 000 | 5 % |
| Dépenses d'exploitation | 273 063 | 322 009 | 323 464 | 0 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 45 840 | 65 252 | 82 536 | 26 % |
| Nouveau-Brunswick | | | | |
| Revenus d'exploitation | 411 116 | 410 475 | 413 253 | 1 % |
| Dépenses d'exploitation | 347 181 | 350 128 | 352 142 | 1 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 63 936 | 60 347 | 61 112 | 1 % |
| Québec | | | | |
| Revenus d'exploitation | 410 382 | 430 101 | 428 750 | 0 % |
| Dépenses d'exploitation | 347 572 | 357 385 | 356 517 | 0 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 62 809 | 72 716 | 72 233 | -1 % |
| Ontario | | | | |
| Revenus d'exploitation | 346 839 | 348 555 | 359 698 | 3 % |
| Dépenses d'exploitation | 290 623 | 291 117 | 297 870 | 2 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 56 216 | 57 438 | 61 828 | 8 % |
| Manitoba | | | | |
| Revenus d'exploitation | 396 491 | 416 526 | 463 062 | 11 % |
| Dépenses d'exploitation | 316 286 | 352 493 | 387 120 | 10 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 80 205 | 64 033 | 75 942 | 19 % |
| Saskatchewan | | | | |
| Revenus d'exploitation | 282 282 | 301 948 | 316 928 | 5 % |
| Dépenses d'exploitation | 210 318 | 226 790 | 245 894 | 8 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 71 964 | 75 158 | 71 034 | -5 % |
| Alberta | | | | |
| Revenus d'exploitation | 368 369 | 413 507 | 421 136 | 2 % |
| Dépenses d'exploitation | 310 848 | 338 670 | 343 774 | 2 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 57 521 | 74 837 | 77 361 | 3 % |
| Colombie-Britannique | | | | |
| Revenus d'exploitation | 412 489 | 404 104 | 408 293 | 1 % |
| Dépenses d'exploitation | 360 904 | 360 910 | 358 935 | -1 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 51 585 | 43 193 | 49 359 | 14 % |
| Canada | | | | |
| Revenus d'exploitation | 355 588 | 375 389 | 387 948 | 3 % |
| Dépenses d'exploitation | 292 748 | 307 987 | 318 276 | 3 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 62 840 | 67 402 | 69 673 | 3 % |

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2011-2013

| Type de ferme | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires | 13/12 |
|--|------------------------------|-----------|---------------------|-------|
| | - Dollars par exploitation - | | | % |
| Élevage de bovins laitiers et production laitière | | | | |
| Revenus d'exploitation | 566 814 | 592 642 | 604 064 | 2 % |
| Dépenses d'exploitation | 426 318 | 454 977 | 467 436 | 3 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 140 496 | 137 666 | 136 628 | -1 % |
| Élevage de bovins de boucherie | | | | |
| Revenus d'exploitation | 250 334 | 281 484 | 283 806 | 1 % |
| Dépenses d'exploitation | 238 130 | 265 374 | 271 664 | 2 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 12 205 | 16 110 | 12 142 | -25 % |
| Élevage de porcs | | | | |
| Revenus d'exploitation | 1 772 561 | 1 802 831 | 1 930 240 | 7 % |
| Dépenses d'exploitation | 1 677 687 | 1 691 726 | 1 825 982 | 8 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 94 874 | 111 106 | 104 258 | -6 % |
| Élevage de volailles et production d'oeufs | | | | |
| Revenus d'exploitation | 1 189 847 | 1 156 027 | 1 186 584 | 3 % |
| Dépenses d'exploitation | 1 007 245 | 978 930 | 991 465 | 1 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 182 602 | 177 097 | 195 119 | 10 % |
| Culture de plantes oléagineuses et de céréales | | | | |
| Revenus d'exploitation | 308 837 | 332 834 | 349 713 | 5 % |
| Dépenses d'exploitation | 222 759 | 242 604 | 255 889 | 5 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 86 078 | 90 230 | 93 823 | 4 % |
| Culture de pommes de terre | | | | |
| Revenus d'exploitation | 1 223 393 | 1 306 702 | 1 373 991 | 5 % |
| Dépenses d'exploitation | 997 301 | 1 106 945 | 1 157 861 | 5 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 226 092 | 199 757 | 216 130 | 8 % |
| Culture de fruits et de noix | | | | |
| Revenus d'exploitation | 242 696 | 265 513 | 261 395 | -2 % |
| Dépenses d'exploitation | 212 345 | 220 033 | 223 249 | 1 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 30 351 | 45 481 | 38 146 | -16 % |
| Autres cultures de légumes et de melons | | | | |
| Revenus d'exploitation | 481 895 | 465 135 | 494 706 | 6 % |
| Dépenses d'exploitation | 417 673 | 406 650 | 415 596 | 2 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 64 222 | 58 485 | 79 110 | 35 % |
| Culture en serre et en pépinière et floriculture | | | | |
| Revenus d'exploitation | 1 065 658 | 1 110 844 | 1 199 620 | 8 % |
| Dépenses d'exploitation | 963 399 | 1 011 194 | 1 060 860 | 5 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 102 258 | 99 650 | 138 760 | 39 % |
| Tous les types de fermes | | | | |
| Revenus d'exploitation | 355 588 | 375 389 | 387 948 | 3 % |
| Dépenses d'exploitation | 292 748 | 307 987 | 318 276 | 3 % |
| Bénéfice net d'exploitation | 62 840 | 67 402 | 69 673 | 3 % |

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Méthodologie relative au revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles

Le *revenu monétaire net* (revenus bruts moins les frais d'amortissement) est une mesure des liquidités des entreprises agricoles provenant de la production de denrées agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement de dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire durant une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (dépréciation et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant de la vente de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie « Autres paiements » qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont attribués à l'année au cours de laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (fonds gouvernemental). Les soldes importants accumulés dans le Fonds 1 (fonds des producteurs) ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais engagés dans le cadre de la production de denrées agricoles occasionnés par l'achat de biens et de services qui n'ont pas été produits par le secteur agricole d'une même province.

Les dépenses d'exploitation comprennent certains paiements d'aide du gouvernement tels les programmes de crédits provinciaux, dans la mesure où ils réduisent le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2007

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2007. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (déflateur du PIB, 2007 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements/indemnités bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme d'Agri-stabilité, de même que dans le cadre de programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'Assurance-production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux en versant des primes au titre des programmes comme le programme d'Assurance-production et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme et par province (A.3), et par type d'exploitation (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net tiré d'un travail autonome était différent de zéro, selon leur déclaration d'impôt sur le revenu. Pour les exploitations agricoles constituées en société, la base d'échantillonnage est formée de toutes les sociétés agricoles à l'intérieur des 10 provinces et des territoires qui sont considérées comme étant des exploitations agricoles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN, les exploitations agricoles sont celles dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations du revenu agricole du PDF diffèrent des estimations officielles sur les recettes monétaires agricoles et les dépenses publiées dans la base de données de CANSIM de Statistique Canada (Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles et Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement). Pour de plus

amples renseignements concernant ces différences, veuillez consulter le document intitulé « Pour comprendre les mesures du revenu agricole » d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente de produits agricoles ainsi que les paiements des programmes agricoles et les indemnités d'assurance. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt sont également incluses.

Les dépenses d'exploitation font référence aux coûts des entreprises avant amortissement qui sont assumés par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Les ventes et les achats des exploitations agricoles entre elles sont inclus à la fois dans les revenus d'exploitation et dans les dépenses d'exploitation.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur les ventes des produits agricoles exprimées en pourcentage. Ainsi, l'activité principale de l'exploitation est déterminée par le produit ou le groupe de produits générant 50 % ou plus du total des ventes. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement selon le type d'exploitation.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à la *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).



SECTION B

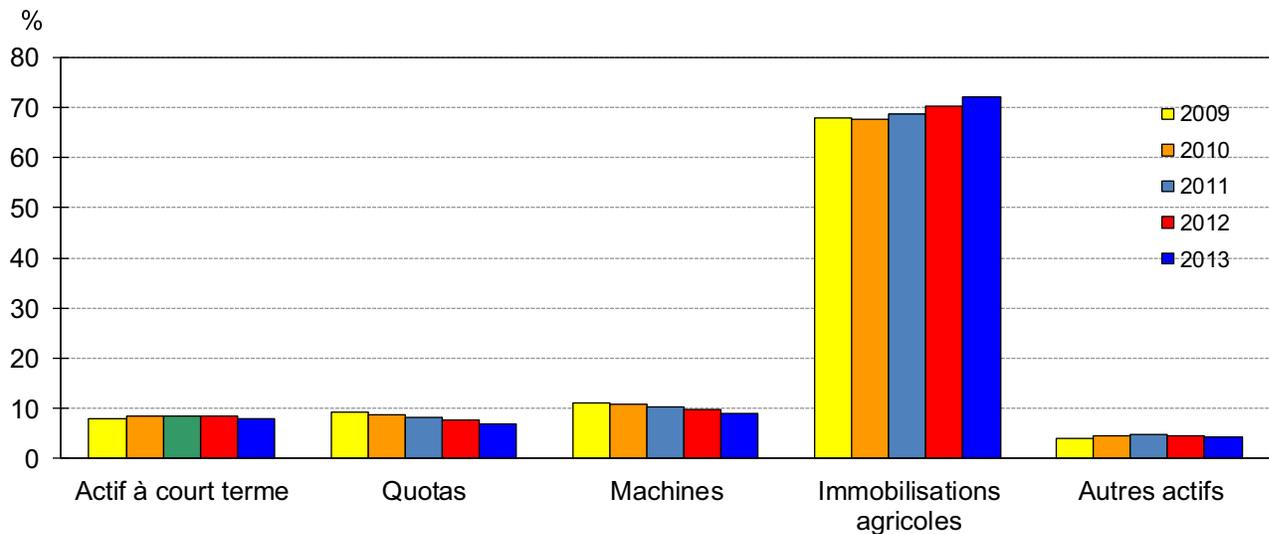
Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2004-2013

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------|----------|----------|-------|-------|--------|---------|--------|--------|---------|--------|---------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 288 | 1 930 | 2 321 | 2 117 | 34 192 | 69 503 | 18 138 | 37 065 | 67 557 | 20 326 | 253 437 |
| 2005 | 315 | 2 038 | 2 372 | 2 232 | 36 111 | 71 363 | 18 531 | 38 482 | 72 760 | 23 152 | 267 356 |
| 2006 | 349 | 2 059 | 2 424 | 2 280 | 36 641 | 74 163 | 19 442 | 39 359 | 77 669 | 25 705 | 280 091 |
| 2007 | 387 | 2 057 | 2 528 | 2 312 | 38 429 | 78 711 | 21 156 | 43 659 | 84 503 | 29 174 | 302 915 |
| 2008 | 381 | 2 086 | 2 624 | 2 363 | 40 302 | 82 903 | 23 269 | 48 893 | 91 676 | 31 692 | 326 189 |
| 2009 | 369 | 2 025 | 2 764 | 2 517 | 40 562 | 85 411 | 24 477 | 51 575 | 93 676 | 32 775 | 336 151 |
| 2010 | 388 | 2 166 | 2 738 | 2 647 | 42 499 | 92 541 | 26 457 | 56 304 | 99 477 | 33 804 | 359 021 |
| 2011 | 408 | 2 235 | 2 831 | 2 531 | 43 837 | 104 837 | 27 565 | 61 668 | 107 390 | 34 388 | 387 691 |
| 2012 | 409 | 2 305 | 2 949 | 2 599 | 48 787 | 121 482 | 32 119 | 71 771 | 117 633 | 35 123 | 435 178 |
| 2013 | 412 | 2 438 | 3 057 | 2 713 | 55 000 | 136 357 | 37 388 | 84 864 | 130 006 | 36 163 | 488 398 |

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013



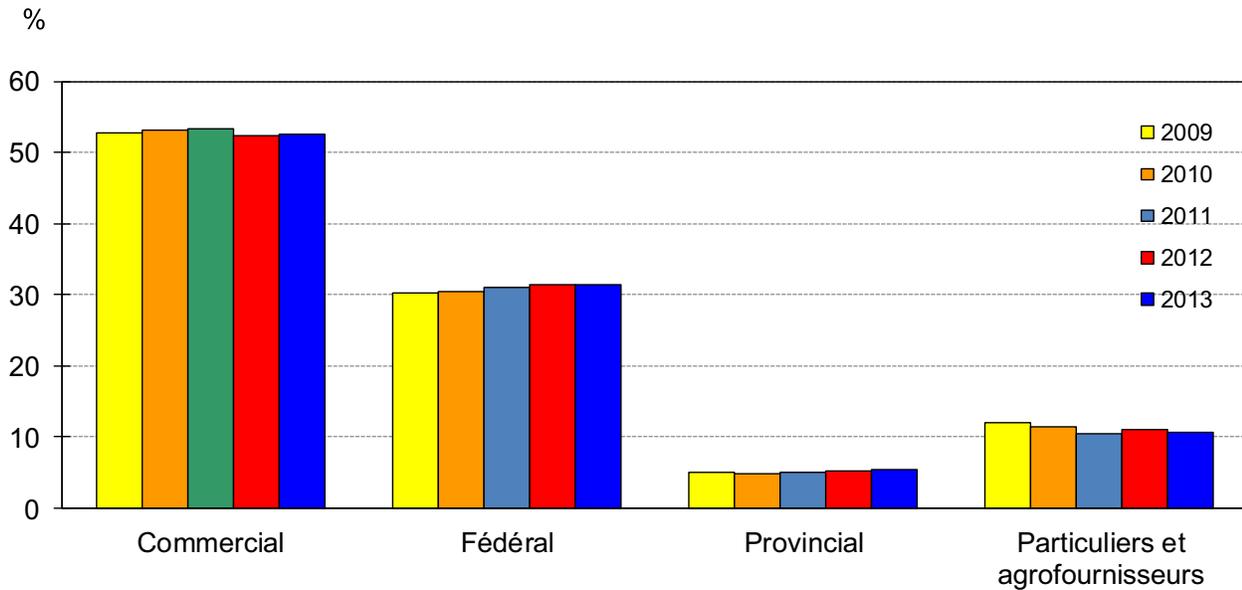
Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2004-2013

| | T.-N.-L. | I.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------|----------|----------|-------|-------|--------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 78 | 578 | 562 | 519 | 9 326 | 12 146 | 4 892 | 6 914 | 10 881 | 3 004 | 48 900 |
| 2005 | 78 | 576 | 610 | 538 | 9 552 | 12 528 | 5 149 | 7 209 | 10 979 | 3 051 | 50 270 |
| 2006 | 92 | 585 | 613 | 546 | 9 905 | 12 686 | 5 428 | 7 525 | 11 583 | 3 448 | 52 410 |
| 2007 | 117 | 600 | 682 | 568 | 10 527 | 13 885 | 5 995 | 7 544 | 11 910 | 4 134 | 55 963 |
| 2008 | 131 | 605 | 755 | 626 | 10 957 | 14 661 | 6 565 | 8 031 | 13 147 | 4 604 | 60 082 |
| 2009 | 144 | 683 | 806 | 591 | 11 389 | 15 027 | 6 940 | 8 772 | 13 797 | 4 701 | 62 850 |
| 2010 | 161 | 708 | 783 | 621 | 11 415 | 16 139 | 7 253 | 8 976 | 14 585 | 5 138 | 65 780 |
| 2011 | 158 | 671 | 772 | 608 | 11 816 | 17 382 | 7 332 | 9 551 | 14 942 | 5 176 | 68 409 |
| 2012 | 163 | 622 | 827 | 622 | 12 138 | 19 226 | 7 561 | 10 022 | 15 906 | 5 575 | 72 660 |
| 2013 | 150 | 623 | 857 | 598 | 12 994 | 20 928 | 8 463 | 10 790 | 16 901 | 5 712 | 78 017 |

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

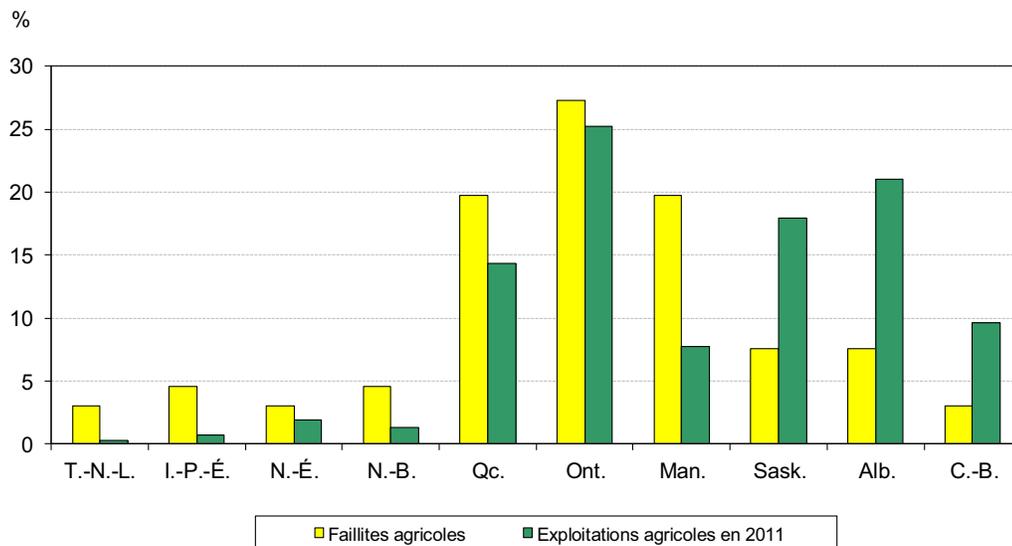
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1998-2013

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | T.N.-O./ Yn | Canada |
|------|----------|----------|-------|-------|----|------|------|-------|------|-------|----------------|--------|
| 1998 | 3 | 1 | 8 | 1 | 48 | 15 | 27 | 92 | 55 | 5 | 0 | 255 |
| 1999 | 0 | 1 | 2 | 4 | 43 | 17 | 29 | 99 | 45 | 6 | 0 | 246 |
| 2000 | 0 | 1 | 4 | 2 | 42 | 21 | 19 | 76 | 38 | 14 | 0 | 217 |
| 2001 | 2 | 2 | 5 | 0 | 55 | 23 | 19 | 64 | 43 | 6 | 0 | 219 |
| 2002 | 0 | 2 | 1 | 4 | 28 | 31 | 41 | 50 | 32 | 9 | 0 | 198 |
| 2003 | 0 | 1 | 4 | 1 | 46 | 23 | 28 | 59 | 46 | 16 | 0 | 224 |
| 2004 | 0 | 6 | 3 | 2 | 31 | 34 | 27 | 65 | 56 | 3 | 0 | 227 |
| 2005 | 0 | 3 | 0 | 2 | 35 | 26 | 26 | 75 | 62 | 6 | 0 | 235 |
| 2006 | 0 | 6 | 1 | 2 | 38 | 29 | 36 | 79 | 16 | 8 | 0 | 215 |
| 2007 | 1 | 3 | 1 | 3 | 29 | 21 | 14 | 50 | 15 | 1 | 0 | 138 |
| 2008 | 0 | 1 | 3 | 2 | 20 | 31 | 22 | 34 | 6 | 6 | 2 | 127 |
| 2009 | 0 | 5 | 3 | 1 | 27 | 22 | 14 | 13 | 5 | 1 | 0 | 91 |
| 2010 | 1 | 1 | 0 | 1 | 25 | 15 | 6 | 3 | 6 | 2 | 0 | 60 |
| 2011 | 3 | 6 | 3 | 1 | 16 | 18 | 5 | 13 | 1 | 1 | 0 | 67 |
| 2012 | 0 | 1 | 2 | 2 | 14 | 12 | 7 | 3 | 3 | 2 | 0 | 46 |
| 2013 | 2 | 3 | 2 | 3 | 13 | 18 | 13 | 5 | 5 | 2 | 0 | 66 |

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note : À compter de 2004, les statistiques sont fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2013



Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada - Recensement de l'agriculture, 2011.

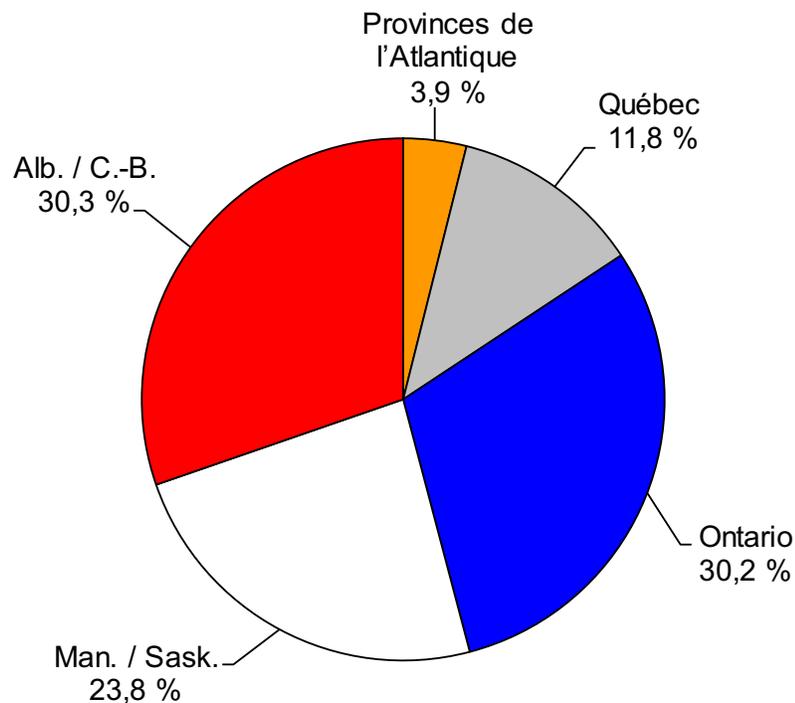
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2008-2009 à 2013-2014

| | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre total de prêts | 106 867 | 114 439 | 120 070 | 126 496 | 147 696 | 149 130 |
| Montant total des prêts (en millions de \$) | 17 098,5 | 19 770,4 | 21 334,5 | 23 202,3 | 25 133,3 | 26 205,0 |
| Nombre de prêts approuvés | 31 037 | 41 418 | 42 021 | 45 578 | 47 046 | 46 288 |
| Montant des prêts approuvés (en millions de \$) | 5 068,4 | 6 585,6 | 6 153,2 | *7 114,8 | 7 746,2 | 7 694,6 |
| Montant moyen des prêts approuvés (\$) | 163 302 | 159 003 | 146 432 | 156 150 | 162 406 | 163 649 |

Source : Financement agricole Canada - Planification et analyse financière

* Les décaissements nets ont été redressés.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2014

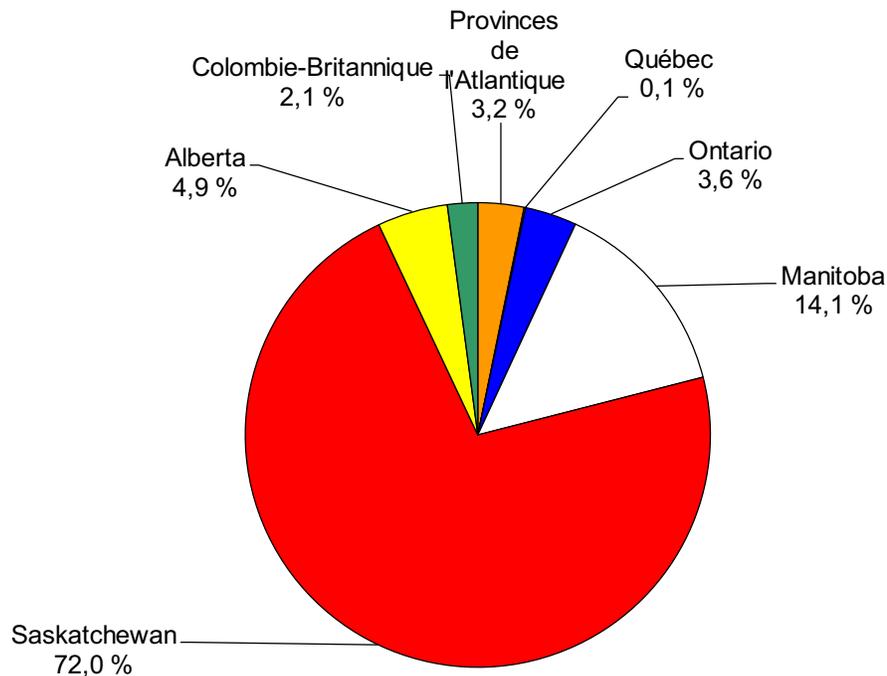


Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2006-2007 à 2013-2014

| | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de nouveaux prêts enregistrés | 1 803 | 1 854 | 1 740 | 2 524 | 2 382 | 2 311 | 1 823 | 1 747 |
| Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$) | 63 901 | 71 216 | 74 762 | 127 173 | 137 337 | 131 582 | 107 177 | 113 286 |
| Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$) | 35 442 | 38 412 | 42 967 | 50 386 | 57 657 | 56 937 | 58 792 | 64 846 |

Source : LCPA, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LCPA, exercice 2013-2014

Source : LCPA, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits | Légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|-----------|-------------------|
| - Dollars par exploitation - | | | | | | | | | |
| CANADA | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 3 484 507 | 1 185 863 | 2 167 526 | 4 256 749 | 1 537 526 | 1 476 987 | 3 930 389 | 1 746 946 | 1 695 298 |
| - 2010 | 3 667 607 | 1 383 561 | 2 369 649 | 4 935 817 | 1 674 193 | 1 633 895 | 4 096 960 | 1 913 816 | 1 865 322 |
| - 2011 | 3 758 671 | 1 324 564 | 2 796 858 | 5 312 714 | 1 802 853 | 1 641 949 | 4 456 162 | 2 177 714 | 2 024 979 |
| - 2013* | 4 608 205 | 1 947 343 | 3 572 633 | 6 721 578 | 2 024 241 | 1 998 896 | 5 919 631 | 2 955 018 | 2 806 579 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 983 556 | 177 221 | 850 435 | 824 568 | 318 086 | 323 832 | 1 249 543 | 272 175 | 323 146 |
| - 2010 | 1 005 128 | 221 236 | 823 554 | 1 055 143 | 376 968 | 319 633 | 1 282 256 | 266 565 | 343 241 |
| - 2011 | 998 014 | 194 952 | 929 579 | 1 062 379 | 391 429 | 310 400 | 1 319 006 | 307 402 | 357 644 |
| - 2013* | 1 257 123 | 291 739 | 962 336 | 1 245 693 | 588 230 | 328 793 | 1 564 505 | 426 731 | 512 975 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 2 500 951 | 1 008 642 | 1 317 090 | 3 432 181 | 1 219 441 | 1 153 155 | 2 680 846 | 1 474 770 | 1 372 153 |
| - 2010 | 2 662 479 | 1 162 325 | 1 546 096 | 3 880 674 | 1 297 225 | 1 314 262 | 2 814 705 | 1 647 251 | 1 522 080 |
| - 2011 | 2 760 657 | 1 129 612 | 1 867 279 | 4 250 334 | 1 411 424 | 1 331 550 | 3 137 156 | 1 870 312 | 1 667 335 |
| - 2013* | 3 351 082 | 1 655 604 | 2 610 297 | 5 475 885 | 1 436 011 | 1 670 103 | 4 355 127 | 2 528 287 | 2 293 604 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | 120 520 | 14 278 | 46 044 | 60 131 | 49 168 | x | 214 273 | 72 103 | 52 227 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | 121 580 | 28 847 | x | 140 408 | 47 950 | 35 524 | 222 777 | 79 917 | 64 075 |
| - 2013* | 133 564 | 32 434 | 88 451 | 148 992 | 59 793 | x | 233 015 | 112 687 | 88 303 |
| ATLANTIQUE | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 3 173 361 | 569 918 | 1 572 221 | 3 929 525 | 701 028 | 828 860 | 3 060 853 | 918 328 | 1 383 224 |
| - 2010 | 3 315 736 | 604 995 | 1 057 622 | 4 405 648 | 749 089 | 734 904 | 3 440 025 | 944 202 | 1 474 290 |
| - 2011 | 3 292 122 | 572 973 | 1 329 811 | 3 701 352 | 964 415 | 715 323 | 3 634 783 | 1 003 544 | 1 477 341 |
| - 2013* | 3 553 318 | 935 971 | 1 200 482 | 5 223 531 | 1 375 476 | 1 009 830 | 4 003 958 | 1 505 961 | 2 147 529 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 933 449 | 67 041 | 1 088 529 | 1 020 170 | 152 870 | 253 600 | 1 041 438 | 138 951 | 371 407 |
| - 2010 | 1 059 037 | 83 760 | 470 035 | 965 099 | 175 407 | 163 486 | 1 125 075 | 217 720 | 392 402 |
| - 2011 | 1 030 458 | 56 262 | 720 884 | 1 026 244 | 193 140 | 118 848 | 1 115 403 | 318 958 | 388 271 |
| - 2013* | 1 035 244 | 146 931 | x | 1 421 491 | 259 729 | 187 930 | 1 335 383 | 317 682 | 597 223 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 2 239 911 | 502 877 | x | 2 909 355 | 548 158 | 575 260 | 2 019 415 | 779 377 | 1 011 817 |
| - 2010 | 2 256 699 | 521 235 | 587 588 | 3 440 549 | 573 682 | 571 419 | 2 314 950 | 726 482 | 1 081 888 |
| - 2011 | 2 261 665 | 516 711 | 608 927 | 2 675 108 | 771 275 | 596 474 | 2 519 379 | 684 586 | 1 089 071 |
| - 2013* | 2 518 074 | 789 039 | 732 715 | 3 802 040 | 1 115 747 | 821 900 | 2 668 575 | 1 188 279 | 1 550 306 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| - 2013* | x | x | x | x | x | x | x | x | x |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits | Légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|-----------|-------------------|
| - Dollars par exploitation - | | | | | | | | | |
| QUÉBEC | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 2 464 616 | 703 914 | 1 495 666 | 4 466 388 | 911 078 | 1 203 871 | 2 459 985 | 1 446 433 | 1 452 686 |
| - 2010 | 2 612 780 | 763 270 | 1 453 968 | 4 799 181 | 1 013 758 | 1 492 309 | 2 850 926 | 1 514 514 | 1 594 072 |
| - 2011 | 2 670 847 | 783 218 | 1 514 702 | 5 691 839 | 1 248 757 | 1 370 888 | 2 530 124 | 1 851 068 | 1 675 429 |
| - 2013* | 3 142 011 | 1 014 290 | 1 898 800 | 5 889 717 | 1 708 286 | 1 876 633 | 3 006 340 | 2 500 617 | 2 186 797 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 793 980 | 151 070 | 703 924 | 922 089 | 272 316 | 294 812 | 600 199 | 353 539 | 413 772 |
| - 2010 | 797 035 | 169 886 | 697 762 | 1 014 996 | 246 350 | 385 928 | 957 677 | 291 143 | 435 855 |
| - 2011 | 834 717 | 168 488 | 673 164 | 1 198 120 | 363 063 | 292 185 | 718 046 | 340 259 | 441 788 |
| - 2013* | 937 866 | 250 201 | 693 174 | 1 243 358 | 446 572 | 391 785 | 568 149 | 505 098 | 578 873 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 1 670 636 | 552 845 | 791 742 | 3 544 299 | 638 762 | 909 059 | 1 859 787 | 1 092 894 | 1 038 914 |
| - 2010 | 1 815 746 | 593 384 | 756 206 | 3 784 185 | 767 408 | 1 106 380 | 1 893 249 | 1 223 371 | 1 158 217 |
| - 2011 | 1 836 130 | 614 730 | 841 538 | 4 493 719 | 885 693 | 1 078 702 | 1 812 078 | 1 510 809 | 1 233 640 |
| - 2013* | 2 204 145 | 764 089 | 1 205 626 | 4 646 359 | 1 261 714 | 1 484 848 | 2 438 191 | 1 995 519 | 1 607 924 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | 85 966 | x | x | 72 983 | x | 35 321 | x | 36 812 | 39 818 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | 80 872 | 32 444 | x | x | x | 43 914 | x | 53 755 | 50 430 |
| - 2013* | x | 28 374 | x | 75 050 | x | x | x | x | 50 846 |
| ONTARIO | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 3 606 086 | 976 122 | 2 138 776 | 3 861 152 | 1 478 030 | 1 419 214 | 4 522 844 | 1 519 760 | 1 732 748 |
| - 2010 | 4 004 297 | 1 069 277 | 2 485 372 | 5 050 602 | 1 496 444 | 1 787 542 | 5 186 599 | 1 696 188 | 1 908 426 |
| - 2011 | 4 310 079 | 1 107 364 | 3 422 538 | 5 943 152 | 1 756 988 | 1 856 078 | x | 1 895 464 | 2 114 285 |
| - 2013* | 5 659 370 | 1 948 710 | 4 301 543 | 7 520 041 | 1 798 113 | 2 216 206 | 7 529 025 | 2 390 539 | 2 975 435 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 914 349 | 141 976 | 749 126 | 631 930 | 280 204 | 234 266 | 1 670 003 | 208 455 | 331 803 |
| - 2010 | 962 193 | 183 508 | 885 181 | 1 086 680 | 251 639 | 331 299 | x | 213 672 | 361 428 |
| - 2011 | 865 181 | 140 138 | 1 070 285 | 1 147 437 | 372 005 | 280 817 | x | 246 231 | 361 268 |
| - 2013* | 1 444 684 | 287 046 | 1 055 166 | 1 175 033 | 647 061 | 309 817 | 1 547 633 | 281 730 | 550 465 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 2 691 737 | 834 146 | 1 389 650 | 3 229 222 | 1 197 826 | 1 184 948 | 2 852 841 | 1 311 305 | 1 400 945 |
| - 2010 | 3 042 104 | 885 769 | 1 600 191 | 3 963 922 | 1 244 805 | 1 456 243 | 3 716 554 | 1 482 516 | 1 546 998 |
| - 2011 | 3 444 898 | 967 225 | 2 352 254 | 4 795 716 | 1 384 983 | 1 575 262 | 3 308 038 | 1 649 233 | 1 753 017 |
| - 2013* | 4 214 686 | 1 661 664 | 3 246 376 | 6 345 008 | 1 151 051 | 1 906 390 | 5 981 392 | 2 108 809 | 2 424 970 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | x | 10 918 | x | 48 698 | x | 47 399 | 389 937 | 41 208 | 41 153 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | x | 19 206 | x | x | 71 639 | x | x | x | 57 297 |
| - 2013* | x | x | x | 122 085 | 79 050 | x | x | 65 234 | 83 228 |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits | Légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-------------------|-----------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------------|-----------|-------------------|
| - Dollars par exploitation - | | | | | | | | | |
| MANITOBA | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 4 612 833 | 754 827 | 3 731 391 | 3 216 617 | x | x | 9 773 620 | 1 865 928 | 1 547 779 |
| - 2010 | 5 197 937 | 835 579 | 4 800 620 | 4 050 217 | x | 2 442 316 | 8 922 817 | 2 131 117 | 1 784 952 |
| - 2011 | 4 884 126 | 867 945 | 6 353 757 | 3 471 965 | x | x | 11 727 576 | 2 374 736 | 1 971 950 |
| - 2013* | 6 322 984 | 1 308 087 | 8 112 785 | 4 658 810 | x | x | 16 222 493 | 3 064 185 | 2 737 027 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 1 488 980 | 147 948 | 1 274 970 | 588 572 | x | x | 3 369 201 | 333 938 | 322 185 |
| - 2010 | 1 525 157 | 168 875 | 1 101 967 | 968 311 | x | x | 3 010 508 | 375 212 | 357 035 |
| - 2011 | 1 778 833 | 123 214 | 2 146 137 | 855 369 | x | x | 3 080 547 | 377 958 | 371 624 |
| - 2013* | 2 306 678 | 249 846 | 2 117 404 | 878 350 | x | x | 4 819 980 | 453 201 | 496 480 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 3 123 853 | 606 880 | 2 456 421 | 2 628 046 | x | x | 6 404 420 | 1 531 991 | 1 225 594 |
| - 2010 | 3 672 780 | 666 704 | 3 698 653 | 3 081 906 | x | 1 964 840 | 5 912 309 | 1 755 905 | 1 427 917 |
| - 2011 | 3 105 293 | 744 731 | 4 207 620 | 2 616 596 | x | x | 8 647 028 | 1 996 778 | 1 600 326 |
| - 2013* | 4 016 306 | 1 058 242 | 5 995 381 | 3 780 461 | x | x | 11 402 514 | 2 610 984 | 2 240 547 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | x | 15 885 | 108 564 | x | x | x | 749 459 | 103 193 | 70 726 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | 252 292 | 16 656 | 310 247 | x | x | x | x | 85 979 | 71 015 |
| - 2013* | x | 26 106 | 281 650 | x | x | x | x | 122 660 | 100 148 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 8 026 839 | 957 548 | x | 3 762 048 | x | x | x | 1 543 490 | 1 403 135 |
| - 2010 | 7 575 601 | 1 165 885 | 7 309 804 | 5 331 554 | x | x | x | 1 746 498 | 1 595 553 |
| - 2011 | 6 067 480 | 1 077 223 | x | x | x | x | x | 1 934 669 | 1 710 259 |
| - 2013* | 6 559 930 | 1 614 996 | x | x | x | x | x | 2 634 967 | 2 395 043 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 2 107 363 | 147 315 | x | 1 105 204 | x | x | x | 242 074 | 224 973 |
| - 2010 | 1 984 790 | 205 785 | 2 078 794 | 1 762 581 | x | x | x | 253 344 | 243 212 |
| - 2011 | 2 555 751 | 197 191 | x | x | x | x | x | 283 518 | 268 861 |
| - 2013* | 2 536 784 | 232 023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 416 647 | 383 640 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 5 919 475 | 810 232 | x | 2 656 844 | x | x | x | 1 301 417 | 1 178 162 |
| - 2010 | 5 590 811 | 960 100 | 5 231 010 | 3 568 973 | 496 198 | x | x | 1 493 154 | 1 352 341 |
| - 2011 | 3 511 729 | 880 032 | x | x | x | x | x | 1 651 151 | 1 441 398 |
| - 2013* | 4 023 146 | 1 382 973 | x | x | x | x | x | 2 218 320 | 2 011 403 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | x | 23 820 | x | x | x | x | x | 89 354 | 69 500 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | x | 27 714 | x | x | x | x | x | 89 368 | 73 005 |
| - 2013* | x | 21 059 | x | x | x | x | x | 126 202 | 101 939 |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

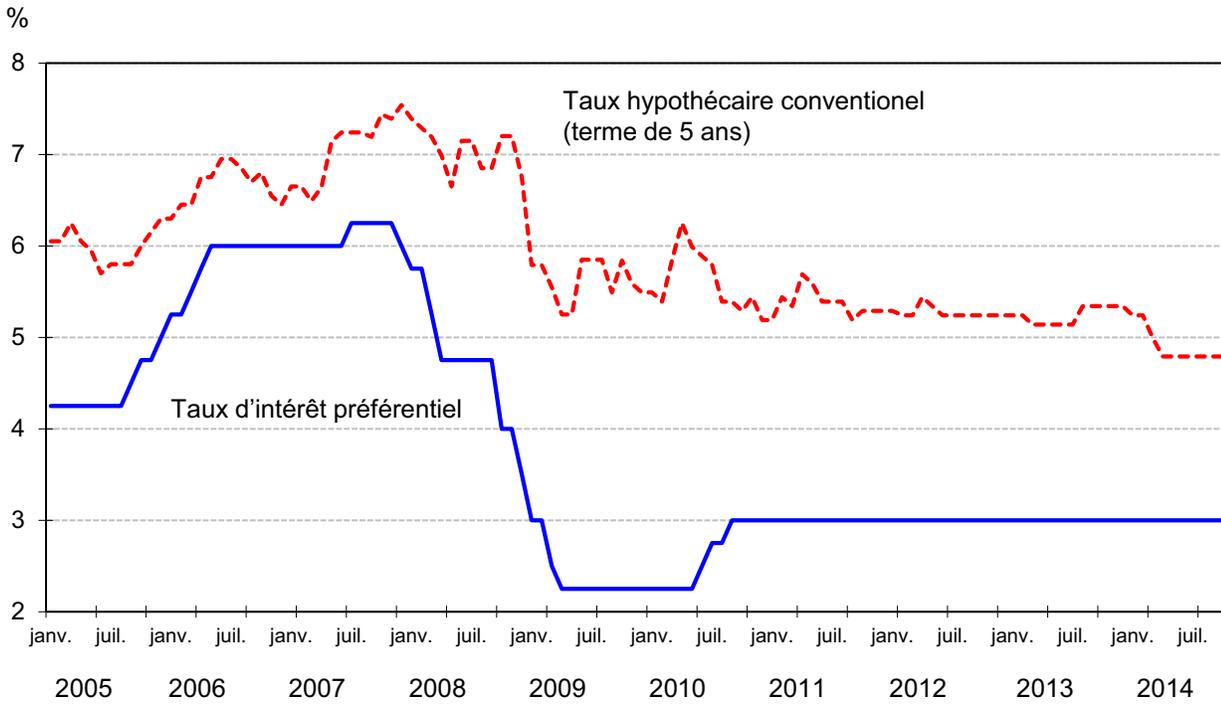
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits | Légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|-----------|-------------------|
| - Dollars par exploitation - | | | | | | | | | |
| ALBERTA | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 7 125 631 | 1 664 783 | 3 604 802 | 6 652 412 | x | 6 230 382 | 4 804 732 | 2 417 225 | 2 041 629 |
| - 2010 | 8 054 859 | 2 014 806 | 3 393 600 | 5 540 821 | x | 1 720 078 | 5 721 994 | 2 479 353 | 2 171 373 |
| - 2011 | 7 601 095 | 1 921 399 | 6 226 328 | 6 033 901 | 814 027 | 1 268 840 | 6 780 303 | 2 974 619 | 2 438 491 |
| - 2013* | 8 808 947 | 2 549 796 | x | 7 953 758 | x | x | 11 265 771 | 4 229 493 | 3 458 638 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 1 903 977 | 243 266 | 1 427 575 | 1 577 034 | x | 2 559 451 | 1 538 095 | 337 993 | 313 880 |
| - 2010 | 2 211 696 | 298 747 | 807 813 | 1 160 229 | x | x | 1 777 341 | 287 477 | 302 551 |
| - 2011 | 1 917 324 | 260 098 | 780 871 | 1 077 323 | x | 134 351 | 2 025 105 | 377 959 | 322 406 |
| - 2013* | 2 154 969 | 363 884 | x | 2 298 082 | x | x | 2 629 501 | 563 703 | 494 732 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 5 221 654 | 1 421 516 | 2 177 227 | 5 075 378 | x | 3 670 931 | 3 266 637 | 2 079 231 | 1 727 749 |
| - 2010 | 5 843 164 | 1 716 060 | 2 585 787 | 4 380 592 | x | 1 644 769 | 3 944 654 | 2 191 876 | 1 868 822 |
| - 2011 | 5 683 771 | 1 661 300 | 5 445 457 | 4 956 578 | 745 369 | 1 134 489 | 4 755 199 | 2 596 660 | 2 116 085 |
| - 2013* | 6 653 978 | 2 185 912 | x | 5 655 676 | x | x | 8 636 270 | 3 665 789 | 2 963 907 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | 301 372 | 17 083 | x | x | x | x | x | 69 131 | 50 006 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | 487 388 | 37 286 | x | x | x | x | x | 111 841 | 77 849 |
| - 2013* | x | 47 046 | x | x | x | x | x | 153 347 | 107 908 |
| COLOMBIE-BRITANIQUE | | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 9 276 475 | 1 653 948 | 2 632 172 | 4 551 864 | 2 343 607 | 1 777 108 | 5 246 625 | 1 624 455 | 2 506 129 |
| - 2010 | 8 502 618 | 1 646 442 | 4 166 219 | 5 061 001 | 2 612 818 | 2 282 705 | 4 076 530 | 1 801 640 | 2 626 881 |
| - 2011 | 9 470 186 | 1 782 876 | x | 4 179 103 | 2 507 147 | 2 248 925 | 4 125 235 | 1 148 156 | 2 634 658 |
| - 2013* | 9 587 065 | 2 266 305 | x | 6 863 954 | 2 526 905 | 2 293 328 | x | 2 367 365 | 3 566 292 |
| Passif agricole | | | | | | | | | |
| - 2009 | 2 241 732 | 131 888 | 553 500 | 882 719 | 453 952 | 248 911 | x | 190 542 | 439 645 |
| - 2010 | 2 158 646 | 163 691 | 1 002 317 | 962 340 | 626 803 | 361 750 | x | 196 436 | 519 378 |
| - 2011 | 2 481 687 | 258 856 | x | 707 425 | 510 086 | x | x | 163 448 | 529 139 |
| - 2013* | 2 102 573 | 249 679 | x | 1 099 155 | 734 654 | 354 614 | x | 601 799 | 747 915 |
| Avoir net | | | | | | | | | |
| - 2009 | 7 034 743 | 1 522 060 | 2 078 672 | 3 669 146 | 1 889 655 | 1 528 197 | 4 387 720 | 1 433 913 | 2 066 483 |
| - 2010 | 6 343 972 | 1 482 751 | 3 163 902 | 4 098 661 | 1 986 015 | 1 920 955 | 3 233 992 | 1 605 204 | 2 107 502 |
| - 2011 | 6 988 499 | 1 524 020 | x | 3 471 678 | 1 997 061 | 1 629 949 | x | 984 709 | 2 105 519 |
| - 2013* | 7 484 492 | 2 016 625 | x | 5 764 799 | 1 792 251 | 1 938 714 | x | 1 765 567 | 2 818 377 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | | |
| - 2009 | x | 20 539 | x | x | 58 858 | x | x | x | 53 756 |
| - 2010 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2011 | x | 47 935 | x | x | x | x | x | x | 50 727 |
| - 2013* | 202 722 | x | x | x | 65 097 | x | x | x | 84 402 |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire conventionnel et taux d'intérêt préférentiel, 2005-2014



Source : Banque du Canada.

Tableau B.7 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Ontario et au Michigan/Ohio/Indiana, 2013 et 2014

| | Ontario | | Michigan/Ohio/Indiana | |
|--------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | le 1 oct. 2014 | le 2 oct. 2013 | le 1 oct. 2014 | le 2 oct. 2013 |
| Azote (\$CAN/tonne) | | | | |
| Ammoniac anhydre (82-0-0) | 962 | 1 157 | 977 | 952 |
| Urée (46-0-0) | 581 | - | 661 | 564 |
| Solution azotée (UAN, 28 %) | 386 | 379 | 411 | 400 |
| Nitrate d'ammonium | 565 | 608 | - | - |
| Phosphate (\$CAN/tonne) | | | | |
| PMA (11-52-0) | 720 | 701 | 772 | 672 |
| PAD (18-46-0) | 758 | 879 | 712 | 648 |
| Super triple (0-46-0) | 759 | 770 | 741 | 621 |
| Potasse (\$CAN/tonne) | | | | |
| Potasse (0-0-60) | 560 | 579 | 592 | 565 |
| Carburant (\$CAN/litre) | | | | |
| Diesel | 1,04 | 1,04 | 0,97 | 0,95 |
| Essence (ordinaire sans plomb) | 1,15 | 1,11 | 0,96 | 0,95 |

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.8 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants au Manitoba et au Minnesota/Dakota du Nord, 2013 et 2014

| | Manitoba | | Minnesota/Dakota du Nord | |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------------------|--------------|
| | automne 2014 | automne 2013 | automne 2014 | automne 2013 |
| Azote (\$CAN/tonne) | | | | |
| Ammoniac anhydre (82-0-0) | 793 | 753 | 888 | 783 |
| Urée (46-0-0) | 531 | 490 | 554 | 497 |
| Phosphate (\$CAN/tonne) | | | | |
| PMA (11-52-0) | 726 | 638 | 711 | 622 |
| Potasse (\$CAN/tonne) | | | | |
| Potasse (0-0-60) | 487 | 472 | 564 | 569 |
| Carburant (\$CAN/litre) | | | | |
| Diesel | 1,01 | 1,10 | 1,02 | 0,94 |
| Essence (ordinaire sans plomb) | 1,04 | 1,11 | 0,94 | 1,00 |

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.9 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Saskatchewan et au Montana, 2013 et 2014

| | Saskatchewan | | Montana | |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | automne 2014 | automne 2013 | automne 2014 | automne 2013 |
| Azote (\$CAN/tonne) | | | | |
| Ammoniac anhydre (82-0-0) | 850 | 806 | - | - |
| Urée (46-0-0) | 526 | 482 | 648 | - |
| Phosphate (\$CAN/tonne) | | | | |
| PMA (11-52-0) | 727 | 646 | 759 | - |
| Potasse (\$CAN/tonne) | | | | |
| Potasse (0-0-60) | 489 | 474 | 630 | - |
| Carburant (\$CAN/litre) | | | | |
| Diesel | 1,05 | 0,95 | - | - |
| Essence (ordinaire sans plomb) | 1,26 | 1,10 | - | - |

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2009-2013

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | (000 \$) | | | | |
| Dépenses liées à la machinerie | 4 352 667 | 4 416 980 | 4 947 915 | 5 174 396 | 5 272 324 |
| Aliments achetés | 5 409 320 | 4 984 168 | 5 518 370 | 6 024 613 | 6 098 980 |
| Salaires en espèces, gîte et couvert | 4 264 513 | 4 453 261 | 4 584 749 | 4 782 846 | 4 906 054 |
| Engrais et chaux | 4 047 378 | 3 596 054 | 4 241 925 | 5 283 736 | 4 953 266 |
| Intérêts | 2 387 957 | 2 258 878 | 2 350 662 | 2 489 119 | 2 627 314 |
| Loyer | 1 656 228 | 1 666 881 | 1 829 227 | 1 959 670 | 2 123 820 |
| Pesticides | 2 341 372 | 2 151 053 | 2 152 804 | 2 434 772 | 2 589 540 |
| Achats de bétail | 1 279 752 | 1 338 235 | 1 542 906 | 1 540 938 | 1 483 915 |
| Semences | 1 604 000 | 1 752 748 | 1 949 601 | 2 173 100 | 2 257 532 |
| Réparations des bâtiments et clôtures | 791 085 | 812 020 | 821 115 | 869 743 | 879 633 |
| Électricité | 764 282 | 783 164 | 812 612 | 852 840 | 868 318 |
| Impôts fonciers | 504 240 | 506 175 | 501 006 | 510 829 | 540 214 |
| Assurance-récolte et grêle | 803 333 | 810 479 | 902 000 | 1 057 830 | 1 158 437 |
| Assurance commerciale | 769 665 | 796 853 | 829 296 | 883 780 | 907 418 |
| Insémination et vétérinaire | 696 514 | 698 009 | 712 571 | 731 985 | 737 433 |
| Autres* | 4 406 621 | 4 299 048 | 4 602 951 | 4 634 153 | 4 762 040 |
| Amortissement | 5 497 758 | 5 509 505 | 5 870 597 | 6 100 529 | 6 350 403 |
| Dépenses totales après rabais | 41 576 685 | 40 833 511 | 44 170 307 | 47 504 879 | 48 516 641 |

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement.

Note : Les données sur les dépenses afférentes à l'achat d'intrants tiennent compte des remises du gouvernement et peuvent avoir été arrondies.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole et Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole, selon la catégorie d'actifs

Les renseignements concernant l'actif agricole et les différentes catégories d'actifs proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0020).

Tableau B.2 : Encours de la dette agricole totale et Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole totale selon la catégorie de prêteurs

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0008).

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites illustrent qu'un faible nombre d'agriculteurs abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières.

Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant des prêts en cours de FAC

Les données de FAC sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA

Les données portent sur : 1) les nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); 2) les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA. Toutes les données ont été fournies par l'administration de la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, selon le type d'exploitation

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type d'exploitation proviennent de l'Enquête financière sur les fermes. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée par Statistique Canada une fois tous les deux ans, pour le compte d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts dépassent 10 000 \$. Toutefois, à partir de l'année de référence 2013, les fermes dont les revenus agricoles bruts de 25,000\$ et plus sont interrogés.

Les nouveaux investissements nets représentent l'investissement de capitaux bruts desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation.

Graphique B.6 : Taux d'intérêt préférentiel et le taux hypothécaire conventionnel de 5 ans

Le taux d'intérêt préférentiel et le taux hypothécaire conventionnel de 5 ans reporté par la Banque du Canada.

Tableaux B.7, B.8 et B.9 : Prix moyens de certains engrais et carburants

Les données sur les prix des engrais sont fournies pour l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan, de même que pour les États américains adjacents à titre de comparaison, lesquelles sont fournies par des consultants privés en vertu d'un contrat conclu avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Dépenses agricoles

Les dépenses agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie utilisée, veuillez consulter la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue.



SECTION C

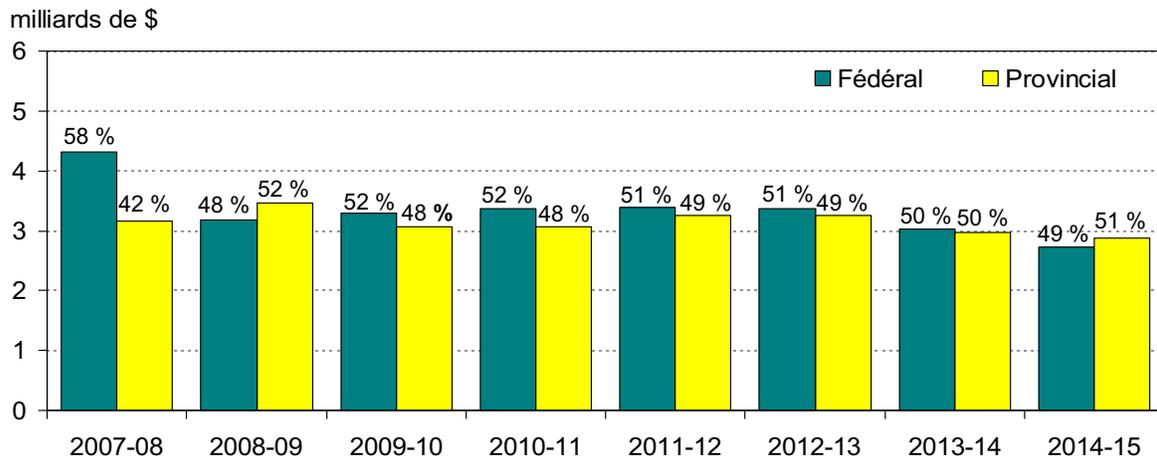
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2014-2015

| Réparties | | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | | (000 \$) | | | | | | | |
| T.-N.-L. | Fédéral | 12 583 | 9 837 | 9 528 | 10 404 | 12 788 | 11 981 | 9 927 | 9 926 |
| | Provincial | 18 121 | 17 339 | 20 529 | 20 409 | 21 728 | 20 452 | 23 478 | 22 799 |
| | % Féd. | 40,98 | 36,20 | 31,70 | 33,76 | 37,05 | 36,94 | 29,72 | 30,33 |
| Î.-P.-É. | Fédéral | 37 581 | 42 711 | 27 004 | 42 134 | 41 607 | 36 999 | 49 619 | 40 464 |
| | Provincial | 43 137 | 33 421 | 32 338 | 32 854 | 37 670 | 30 719 | 32 321 | 33 242 |
| | % Féd. | 46,56 | 56,10 | 45,51 | 56,19 | 52,48 | 54,64 | 60,56 | 54,90 |
| N.-É. | Fédéral | 39 246 | 28 400 | 47 591 | 35 390 | 32 699 | 34 228 | 34 087 | 26 944 |
| | Provincial | 66 064 | 56 776 | 61 594 | 55 679 | 52 736 | 56 265 | 60 376 | 53 682 |
| | % Féd. | 37,27 | 33,34 | 43,59 | 38,86 | 38,27 | 37,82 | 36,09 | 33,42 |
| N.-B. | Fédéral | 53 804 | 31 590 | 41 336 | 38 908 | 43 706 | 42 905 | 31 766 | 36 010 |
| | Provincial | 32 359 | 32 186 | 27 426 | 27 206 | 27 855 | 29 669 | 27 982 | 26 234 |
| | % Féd. | 62,44 | 49,53 | 60,11 | 58,85 | 61,08 | 59,12 | 53,17 | 57,85 |
| Qc | Fédéral | 650 592 | 337 799 | 502 490 | 500 387 | 408 766 | 426 143 | 359 775 | 327 748 |
| | Provincial | 911 966 | 1 034 066 | 1 036 817 | 1 057 925 | 997 123 | 931 675 | 875 193 | 698 869 |
| | % Féd. | 41,64 | 24,62 | 32,64 | 32,11 | 29,08 | 31,38 | 29,13 | 31,93 |
| Ont. | Fédéral | 904 087 | 869 509 | 668 092 | 636 761 | 593 533 | 543 197 | 604 287 | 476 010 |
| | Provincial | 718 236 | 453 366 | 460 888 | 387 437 | 545 801 | 604 721 | 546 109 | 622 608 |
| | % Féd. | 55,73 | 65,73 | 59,18 | 62,17 | 52,09 | 47,32 | 52,53 | 43,33 |
| Man. | Fédéral | 552 691 | 311 619 | 466 253 | 388 853 | 498 093 | 419 537 | 356 635 | 341 637 |
| | Provincial | 275 182 | 275 213 | 276 360 | 323 722 | 366 422 | 299 946 | 262 380 | 262 134 |
| | % Féd. | 66,76 | 53,10 | 62,79 | 54,57 | 57,62 | 58,31 | 57,61 | 56,58 |
| Sask. | Fédéral | 865 973 | 644 605 | 680 800 | 847 280 | 895 073 | 981 485 | 758 088 | 730 078 |
| | Provincial | 386 628 | 437 093 | 372 312 | 469 331 | 455 919 | 538 170 | 430 426 | 409 208 |
| | % Féd. | 69,13 | 59,59 | 64,65 | 64,35 | 66,25 | 64,59 | 63,78 | 64,08 |
| Alb. | Fédéral | 751 844 | 729 396 | 681 826 | 689 741 | 687 989 | 696 353 | 695 428 | 605 207 |
| | Provincial | 614 766 | 1 043 158 | 707 404 | 632 842 | 680 469 | 666 297 | 645 347 | 684 219 |
| | % Féd. | 55,02 | 41,15 | 49,08 | 52,15 | 50,27 | 51,10 | 51,87 | 46,94 |
| C.-B. | Fédéral | 215 904 | 148 184 | 146 112 | 156 869 | 142 426 | 140 065 | 101 322 | 105 142 |
| | Provincial | 100 947 | 81 747 | 78 156 | 64 327 | 78 467 | 71 480 | 77 615 | 69 671 |
| | % Féd. | 68,14 | 64,45 | 65,15 | 70,92 | 64,48 | 66,21 | 56,62 | 60,15 |
| Autres | Fédéral | 227 971 | 22 844 | 21 597 | 21 110 | 22 241 | 22 253 | 21 355 | 23 644 |
| | Provincial | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | % Féd. | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Canada | Fédéral | 4 312 277 | 3 176 493 | 3 292 629 | 3 367 838 | 3 378 920 | 3 355 146 | 3 023 489 | 2 722 810 |
| | Provincial | 3 167 408 | 3 464 365 | 3 073 824 | 3 071 732 | 3 264 189 | 3 249 393 | 2 981 226 | 2 882 665 |
| | % Féd. | 57,65 | 47,83 | 51,72 | 52,30 | 50,86 | 50,80 | 50,35 | 48,57 |

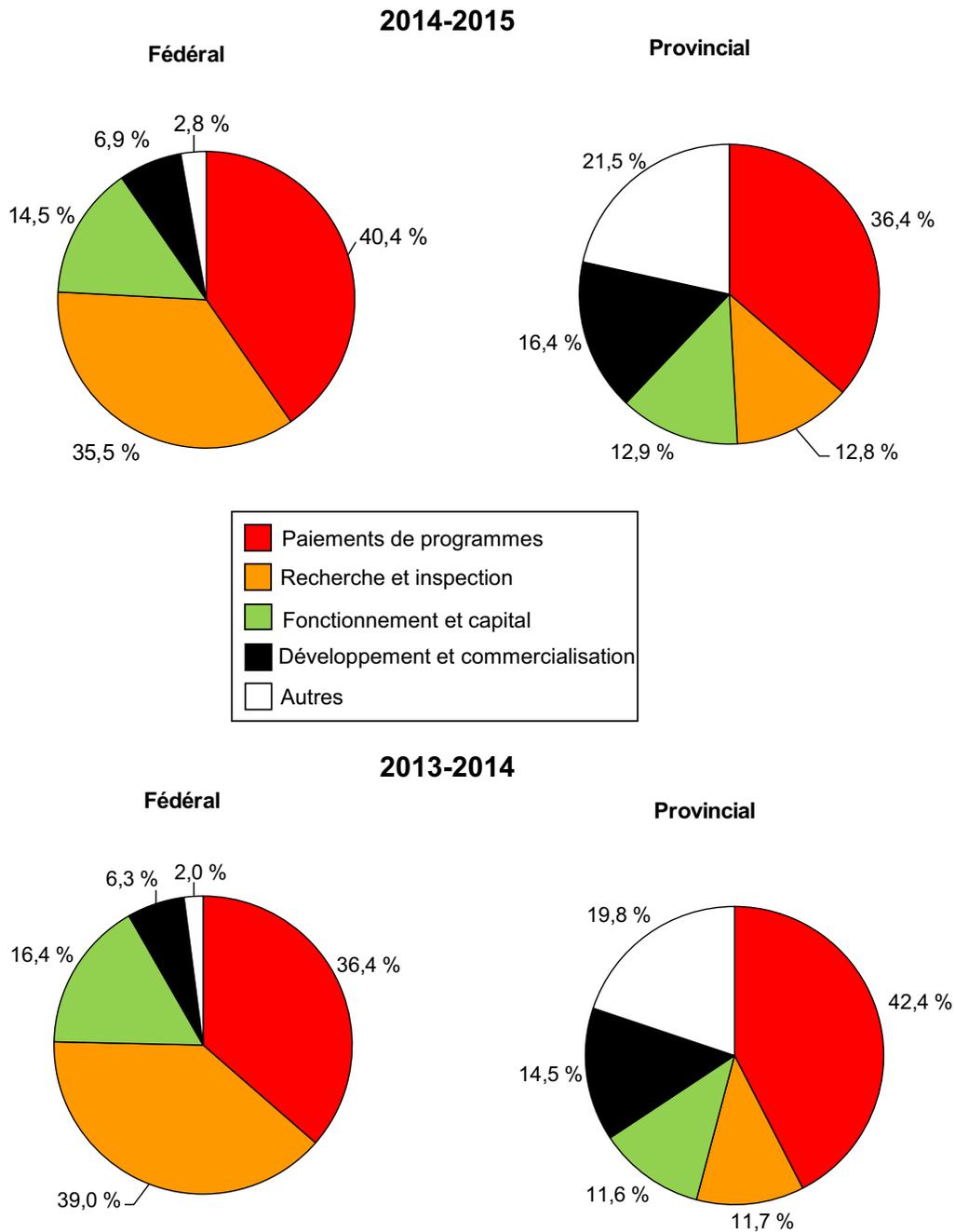
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada, 2007-2008 à 2014-2015



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Paiements des programmes Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'Assurance-production et l'aide au financement.

Recherche et inspection Comprend les dépenses d'administration (par ex, les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital Comprend les dépenses des services d'administration générale et de gestion, de politiques, d'information et de soutien statistique.

Programmes de commercialisation et de développement Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport, pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux, et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| CANADA | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 793 745 | 844 966 | 800 906 | 868 888 | 1 673 667 | 1 782 412 | 1 677 467 | 1 245 530 |
| B. Dépenses de capital | 107 032 | 96 574 | 83 807 | 106 281 | 86 320 | 59 255 | 52 233 | 61 335 |
| C. Dépenses de programmes | 2 230 528 | 2 214 249 | 2 019 887 | 1 781 950 | 1 750 151 | 1 708 633 | 1 525 007 | 1 615 489 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 932 973 | 1 008 199 | 750 065 | 588 768 | 534 285 | 637 469 | 425 506 | 404 000 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 207 102 | 46 856 | 17 137 | 24 273 | 242 182 | 19 279 | 4 420 | 118 513 |
| c.3 Assurance-production | 426 213 | 497 724 | 562 325 | 455 098 | 503 956 | 607 145 | 680 627 | 580 874 |
| c.4 Aide au financement | 49 929 | 53 846 | 51 063 | 66 417 | 84 560 | 58 039 | 74 155 | 75 899 |
| c.5 Entreposage et transport | (4 722) | 684 | 693 | 290 | 2 367 | 4 746 | 6 653 | 6 700 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 30 674 | 31 215 | 31 039 | 29 911 | 646 | 772 | 657 | 864 |
| c.7 Recherche* | 156 759 | 148 769 | 144 234 | 144 623 | 78 499 | 85 110 | 102 750 | 146 881 |
| c.8 Inspection des aliments* | 49 245 | 45 838 | 53 859 | 53 441 | 57 609 | 57 314 | 34 019 | 56 519 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | 19 883 | 19 233 | 20 240 | 19 673 |
| c.10 Marketing et commercialisation | 40 373 | 46 724 | 40 213 | 69 078 | 53 947 | 45 040 | 47 539 | 44 202 |
| c.11 Développement rural et régional | 79 017 | 73 199 | 98 650 | 87 802 | 65 029 | 71 225 | 47 339 | 44 305 |
| c.12 Environnement | 42 919 | 67 531 | 65 790 | 58 490 | 73 606 | 68 168 | 42 863 | 63 674 |
| c.13 Enseignement | 135 186 | 137 698 | 138 249 | 131 769 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 84 860 | 55 966 | 66 570 | 71 990 | 33 582 | 35 093 | 38 239 | 53 385 |
| D. Dépenses fiscales | 415 610 | 408 349 | 348 693 | 362 213 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 3 546 915 | 3 564 138 | 3 253 293 | 3 119 332 | 3 510 138 | 3 550 300 | 3 254 707 | 2 922 354 |
| Recouvrements | (282 726) | (314 747) | (272 065) | (241 267) | (131 216) | (195 154) | (231 218) | (199 544) |
| Total, dépenses nettes | 3 264 189 | 3 249 391 | 2 981 228 | 2 878 065 | 3 378 922 | 3 355 146 | 3 023 489 | 2 722 810 |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 9 466 | 9 985 | 11 051 | 10 593 | 4 633 | 4 478 | 4 495 | 3 128 |
| B. Dépenses de capital | 1 479 | 1 754 | 2 822 | 2 088 | 231 | 158 | 134 | 158 |
| C. Dépenses de programmes | 10 783 | 8 714 | 9 605 | 10 120 | 8 270 | 7 863 | 5 892 | 7 155 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 103 | 358 | 144 | 231 | (11) | 728 | 137 | 121 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 5 876 | 5 698 | 3 823 | 4 667 | 1 009 | 606 | - | - |
| c.3 Assurance-production | 23 | 41 | 30 | 20 | 35 | 60 | 44 | 38 |
| c.4 Aide au financement | 140 | 139 | 280 | 280 | 236 | 344 | 10 | 202 |
| c.5 Entreposage et transport | 138 | 169 | 593 | 250 | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | - | - | - | - | 29 | 2 | - | 2 |
| c.7 Recherche* | 717 | 579 | 647 | - | 1 366 | 633 | 1 217 | 2 044 |
| c.8 Inspection des aliments* | 501 | 113 | 270 | 129 | 1 125 | 1 626 | 245 | 485 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 1 138 | 27 | 503 | 2 804 | 267 | 369 | 628 | 753 |
| c.11 Développement rural et régional | 475 | 351 | 1 034 | 500 | 2 134 | 2 029 | 2 228 | 1 892 |
| c.12 Environnement | 433 | - | 998 | - | 2 073 | 1 466 | 1 183 | 1 513 |
| c.13 Enseignement | 1 239 | 1 239 | 1 239 | 1 239 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | - | - | 44 | - | 7 | - | 200 | 105 |
| D. Dépenses fiscales | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 21 728 | 20 453 | 23 478 | 22 801 | 13 134 | 12 499 | 10 521 | 10 441 |
| Recouvrements | - | - | - | - | (347) | (516) | (596) | (514) |
| Total, dépenses nettes | 21 728 | 20 453 | 23 478 | 22 801 | 12 787 | 11 983 | 9 925 | 9 927 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 7 794 | 6 760 | 7 869 | 9 291 | 15 491 | 14 902 | 15 897 | 11 531 |
| B. Dépenses de capital | - | - | 160 | - | 781 | 532 | 484 | 568 |
| C. Dépenses de programmes | 27 909 | 21 992 | 25 914 | 21 982 | 26 495 | 23 287 | 35 377 | 30 210 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 4 839 | 3 963 | 4 467 | 2 592 | 7 068 | 1 967 | 3 938 | 2 821 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 914 | 1 083 | 550 | 200 | (1) | (17) | 192 | (23) |
| c.3 Assurance-production | 9 068 | 7 719 | 8 627 | 8 127 | 8 338 | 7 982 | 8 723 | 7 445 |
| c.4 Aide au financement | 1 620 | 164 | 300 | - | 1 300 | 2 381 | 5 464 | 3 232 |
| c.5 Entreposage et transport | 718 | 88 | - | - | - | - | 4 | 13 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 31 | - | 36 | 11 | 11 | 7 | 63 | 8 |
| c.7 Recherche* | 739 | 608 | 408 | 408 | 1 584 | 2 916 | 7 947 | 8 270 |
| c.8 Inspection des aliments* | (2) | (1) | 250 | 422 | 569 | 473 | 243 | 679 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 4 342 | 2 857 | 4 105 | 4 627 | 369 | 329 | 471 | 669 |
| c.11 Développement rural et régional | - | - | - | - | 4 331 | 4 570 | 6 890 | 4 949 |
| c.12 Environnement | 989 | 899 | 1 654 | 678 | 2 181 | 1 679 | 983 | 1 545 |
| c.13 Enseignement | 4 337 | 4 256 | 4 383 | 4 256 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 314 | 356 | 1 134 | 661 | 745 | 1 000 | 459 | 602 |
| D. Dépenses fiscales | 1 968 | 1 968 | 1 968 | 1 968 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 37 671 | 30 720 | 35 911 | 33 241 | 42 767 | 38 721 | 51 758 | 42 309 |
| Recouvrements | - | - | (3 591) | - | (1 159) | (1 722) | (2 141) | (1 848) |
| Total, dépenses nettes | 37 671 | 30 720 | 32 320 | 33 241 | 41 608 | 36 999 | 49 617 | 40 461 |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 14 940 | 18 030 | 12 596 | 13 549 | 18 349 | 17 631 | 18 155 | 13 291 |
| B. Dépenses de capital | 1 027 | 1 134 | 502 | 521 | 966 | 657 | 585 | 686 |
| C. Dépenses de programmes | 35 480 | 35 779 | 46 059 | 42 944 | 14 810 | 18 055 | 17 935 | 15 198 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 4 893 | 4 744 | 4 336 | 3 403 | 5 682 | 4 873 | 4 250 | 3 328 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | (218) | 359 | 363 | 750 | 1 | - | 2 270 | 652 |
| c.3 Assurance-production | 419 | 446 | 401 | 591 | 561 | 676 | 678 | 579 |
| c.4 Aide au financement | 595 | 556 | 557 | 827 | 264 | 966 | 784 | 480 |
| c.5 Entreposage et transport | 302 | - | - | - | - | - | 2 | 5 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | - | - | - | - | 94 | 9 | 42 | 10 |
| c.7 Recherche* | 1 102 | 218 | 18 | 2 015 | 1 895 | 1 244 | 2 037 | 2 062 |
| c.8 Inspection des aliments* | 4 656 | 4 000 | 4 672 | 5 752 | 821 | 1 222 | 619 | 1 039 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 1 617 | 1 566 | 2 817 | 4 620 | 666 | 801 | 922 | 647 |
| c.11 Développement rural et régional | - | - | - | - | 3 178 | 6 231 | 4 269 | 4 095 |
| c.12 Environnement | 1 673 | 1 237 | 802 | 2 026 | 1 311 | 1 730 | 1 651 | 1 963 |
| c.13 Enseignement | 17 734 | 19 798 | 29 058 | 19 846 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 2 707 | 2 855 | 3 035 | 3 114 | 337 | 303 | 411 | 338 |
| D. Dépenses fiscales | 1 323 | 1 320 | 1 320 | 1 320 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 52 770 | 56 263 | 60 477 | 58 334 | 34 125 | 36 343 | 36 675 | 29 175 |
| Recouvrements | (35) | - | (101) | (4 650) | (1 424) | (2 116) | (2 588) | (2 233) |
| Total, dépenses nettes | 52 735 | 56 263 | 60 376 | 53 684 | 32 701 | 34 227 | 34 087 | 26 942 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|----------------|----------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 13 323 | 12 381 | 14 144 | 13 082 | 18 114 | 17 241 | 17 142 | 12 629 |
| B. Dépenses de capital | 630 | 279 | 760 | 1 148 | 953 | 653 | 551 | 647 |
| C. Dépenses de programmes | 12 996 | 16 692 | 12 362 | 11 302 | 26 074 | 27 151 | 16 510 | 24 838 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 5 351 | 5 589 | 4 936 | 3 962 | 13 830 | 6 723 | 2 013 | 3 518 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 443 | 2 968 | (215) | 267 | 691 | 6 006 | 1 230 | 6 803 |
| c.3 Assurance-production | 1 759 | 2 110 | 1 710 | 2 148 | 2 650 | 3 150 | 2 564 | 2 189 |
| c.4 Aide au financement | 170 | 172 | 132 | - | 824 | 340 | 2 185 | 1 126 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | 2 | 7 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 1 | - | - | - | 42 | 9 | - | 9 |
| c.7 Recherche* | 698 | 874 | 1 478 | 787 | 1 388 | 1 544 | 626 | 1 547 |
| c.8 Inspection des aliments* | 645 | 486 | 849 | 413 | 532 | 671 | 324 | 821 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 264 | 505 | 10 | 140 | 187 | 121 | 986 | 1 901 |
| c.11 Développement rural et régional | 120 | 27 | - | - | 3 953 | 6 971 | 5 346 | 5 021 |
| c.12 Environnement | 1 334 | 1 220 | 1 134 | 945 | 1 738 | 1 351 | 935 | 1 599 |
| c.13 Enseignement | 1 952 | 2 182 | 1 982 | 2 038 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 259 | 559 | 346 | 602 | 239 | 265 | 299 | 297 |
| D. Dépenses fiscales | 1 786 | 1 228 | 1 400 | 1 400 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 28 735 | 30 580 | 28 666 | 26 932 | 45 141 | 45 045 | 34 203 | 38 114 |
| Recouvrements | (877) | (911) | (686) | (699) | (1 437) | (2 139) | (2 438) | (2 104) |
| Total, dépenses nettes | 27 858 | 29 669 | 27 980 | 26 233 | 43 704 | 42 906 | 31 765 | 36 010 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 207 691 | 201 050 | 203 163 | 189 579 | 256 993 | 246 587 | 245 411 | 181 953 |
| B. Dépenses de capital | 28 042 | 24 631 | 20 240 | 20 531 | 13 448 | 9 212 | 7 964 | 9 352 |
| C. Dépenses de programmes | 708 952 | 660 572 | 598 562 | 434 071 | 158 621 | 200 524 | 141 656 | 166 870 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 496 046 | 447 340 | 398 184 | 240 452 | 25 528 | 73 918 | 48 310 | 58 611 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 2 955 | 3 477 | 797 | 1 035 | 2 328 | 738 | 362 | 77 |
| c.3 Assurance-production | 19 269 | 19 681 | 16 965 | 14 410 | 28 596 | 29 369 | 25 174 | 21 485 |
| c.4 Aide au financement | 29 649 | 25 377 | 30 991 | 44 790 | 35 746 | 25 985 | 13 068 | 30 176 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | 128 | 407 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 19 644 | 19 195 | 19 044 | 17 911 | 135 | 121 | 167 | 132 |
| c.7 Recherche* | 24 374 | 22 410 | 21 713 | 20 922 | 17 981 | 25 631 | 14 802 | 14 725 |
| c.8 Inspection des aliments* | 23 422 | 19 000 | 19 534 | 15 553 | 5 984 | 5 772 | 1 655 | 3 600 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 17 836 | 19 752 | 17 248 | 9 357 | 4 672 | 3 932 | 7 109 | 4 448 |
| c.11 Développement rural et régional | 4 703 | 5 847 | 5 400 | 5 507 | 10 744 | 10 278 | 11 650 | 8 833 |
| c.12 Environnement | 29 658 | 38 431 | 29 207 | 20 580 | 18 621 | 14 757 | 5 326 | 7 345 |
| c.13 Enseignement | 24 805 | 25 934 | 21 447 | 21 548 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 16 591 | 14 128 | 18 032 | 22 006 | 8 286 | 10 023 | 13 905 | 17 031 |
| D. Dépenses fiscales | 52 437 | 45 421 | 53 227 | 54 687 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 997 122 | 931 674 | 875 192 | 698 868 | 429 062 | 456 323 | 395 031 | 358 175 |
| Recouvrements | - | - | - | - | (20 295) | (30 181) | (35 257) | (30 427) |
| Total, dépenses nettes | 997 122 | 931 674 | 875 192 | 698 868 | 408 767 | 426 142 | 359 774 | 327 748 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|----------------|----------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 242 881 | 247 976 | 200 947 | 236 129 | 386 297 | 371 090 | 371 361 | 276 823 |
| B. Dépenses de capital | 12 032 | 23 104 | 15 981 | 30 500 | 20 219 | 13 848 | 12 147 | 14 263 |
| C. Dépenses de programmes | 308 536 | 359 723 | 335 511 | 366 962 | 217 510 | 203 602 | 274 550 | 231 328 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 178 685 | 204 787 | 165 928 | 181 143 | 81 567 | 61 392 | 127 875 | 74 633 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 3 619 | 4 204 | 3 635 | 3 866 | 6 178 | 2 606 | 4 694 | 309 |
| c.3 Assurance-production | 29 642 | 34 095 | 37 247 | 40 000 | 45 808 | 52 495 | 55 850 | 47 666 |
| c.4 Aide au financement | 2 234 | 1 812 | 259 | 2 033 | 14 092 | 9 540 | 14 786 | 11 354 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 287 | 300 | 303 | 305 | 118 | 182 | 138 | 201 |
| c.7 Recherche* | 45 910 | 59 462 | 63 443 | 48 281 | 18 434 | 22 069 | 25 849 | 34 160 |
| c.8 Inspection des aliments* | 16 102 | 14 427 | 17 090 | 18 303 | 17 583 | 20 003 | 11 596 | 15 332 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 11 369 | 17 555 | 13 038 | 44 076 | 6 901 | 6 818 | 15 063 | 16 985 |
| c.11 Développement rural et régional | 7 424 | 8 890 | 9 331 | 6 667 | 11 362 | 10 015 | 767 | 3 883 |
| c.12 Environnement | 2 561 | 1 841 | 8 994 | 7 715 | 11 490 | 11 036 | 7 447 | 10 213 |
| c.13 Enseignement | 5 200 | 6 400 | 5 300 | 5 300 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 5 503 | 5 563 | 10 875 | 9 273 | 3 977 | 7 446 | 9 256 | 15 459 |
| D. Dépenses fiscales | 35 463 | 34 513 | 34 877 | 35 018 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 598 912 | 665 316 | 587 316 | 668 609 | 624 026 | 588 540 | 658 058 | 522 414 |
| Recouvrements | (53 110) | (60 593) | (41 204) | (45 999) | (30 494) | (45 344) | (53 769) | (46 403) |
| Total, dépenses nettes | 545 802 | 604 723 | 546 112 | 622 610 | 593 532 | 543 196 | 604 289 | 476 011 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 53 908 | 53 197 | 43 060 | 57 773 | 174 624 | 194 553 | 165 394 | 123 643 |
| B. Dépenses de capital | 8 000 | 1 132 | 1 516 | 356 | 9 055 | 6 261 | 5 110 | 6 000 |
| C. Dépenses de programmes | 229 043 | 161 026 | 146 568 | 126 947 | 328 522 | 239 745 | 208 750 | 231 515 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 96 323 | 63 321 | 44 233 | 33 271 | 148 226 | 79 353 | 49 470 | 49 104 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 69 341 | 16 963 | (2 465) | 1 846 | 58 941 | 10 450 | (1 639) | 32 524 |
| c.3 Assurance-production | 38 958 | 61 251 | 68 936 | 57 532 | 59 737 | 93 412 | 105 033 | 89 641 |
| c.4 Aide au financement | (850) | (438) | - | - | 15 365 | 9 518 | 18 962 | 12 812 |
| c.5 Entreposage et transport | 2 043 | - | - | - | - | 4 746 | 3 593 | 849 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 43 | 60 | - | - | 64 | 80 | 35 | 85 |
| c.7 Recherche* | 3 571 | 1 115 | 2 468 | 3 765 | 17 951 | 19 547 | 18 481 | 28 577 |
| c.8 Inspection des aliments* | (1 034) | 1 208 | 2 883 | 2 515 | 5 866 | 4 760 | 1 771 | 3 745 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 350 | 1 504 | 961 | 709 | 7 978 | 6 392 | 4 925 | 4 550 |
| c.11 Développement rural et régional | 9 798 | (52) | 19 559 | 13 092 | 4 806 | 5 694 | 3 088 | 2 727 |
| c.12 Environnement | 1 242 | 6 729 | 713 | 3 649 | 5 848 | 3 670 | 3 854 | 5 141 |
| c.13 Enseignement | 8 918 | 8 994 | 8 922 | 8 945 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 340 | 371 | 358 | 1 623 | 3 740 | 2 123 | 1 177 | 1 760 |
| D. Dépenses fiscales | 77 691 | 88 124 | 76 943 | 80 699 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 368 642 | 303 479 | 268 087 | 265 775 | 512 201 | 440 559 | 379 254 | 361 158 |
| Recouvrements | (2 219) | (3 531) | (5 707) | (3 641) | (14 111) | (21 020) | (22 617) | (19 519) |
| Total, dépenses nettes | 366 423 | 299 948 | 262 380 | 262 134 | 498 090 | 419 539 | 356 637 | 341 639 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 64 991 | 102 327 | 105 849 | 114 033 | 354 624 | 427 437 | 378 006 | 281 003 |
| B. Dépenses de capital | 5 078 | 2 264 | 2 418 | 6 747 | 17 901 | 12 288 | 11 291 | 13 259 |
| C. Dépenses de programmes | 397 439 | 471 102 | 344 036 | 313 400 | 549 755 | 582 215 | 418 774 | 478 952 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 83 400 | 203 600 | 59 874 | 55 240 | 162 594 | 306 592 | 109 647 | 113 131 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 100 614 | 8 967 | 5 168 | 8 115 | 143 953 | (6) | (2 673) | 66 199 |
| c.3 Assurance-production | 122 967 | 152 790 | 166 310 | 134 100 | 180 292 | 220 933 | 257 601 | 219 850 |
| c.4 Aide au financement | 9 030 | 9 584 | 2 254 | 820 | 11 076 | 4 684 | 7 821 | 9 130 |
| c.5 Entreposage et transport | 290 | 40 | 33 | 40 | 2 367 | - | 1 033 | 2 525 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 68 | 74 | 74 | 85 | 34 | 160 | 47 | 187 |
| c.7 Recherche* | 18 670 | 19 847 | 28 057 | 25 856 | 7 104 | 4 984 | 15 406 | 25 416 |
| c.8 Inspection des aliments* | 3 116 | 3 093 | 5 220 | 8 548 | 5 399 | 6 115 | 4 078 | 7 612 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 163 | 130 | 1 312 | 2 330 | 5 276 | 6 096 | 4 624 | 4 268 |
| c.11 Développement rural et régional | 53 547 | 55 187 | 59 878 | 58 086 | 7 783 | 8 622 | 3 320 | 4 886 |
| c.12 Environnement | 5 031 | 17 175 | 15 123 | 15 998 | 13 834 | 17 147 | 9 894 | 14 492 |
| c.13 Enseignement | 10 | - | 12 | - | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 533 | 615 | 721 | 4 182 | 10 043 | 6 888 | 7 976 | 11 256 |
| D. Dépenses fiscales | 132 925 | 127 575 | 116 077 | 119 614 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 600 433 | 703 268 | 568 380 | 553 794 | 922 280 | 1 021 940 | 808 071 | 773 214 |
| Recouvrements | (144 512) | (165 100) | (137 954) | (149 186) | (27 206) | (40 455) | (49 983) | (43 136) |
| Total, dépenses nettes | 455 921 | 538 168 | 430 426 | 404 608 | 895 074 | 981 485 | 758 088 | 730 078 |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 151 612 | 163 503 | 168 700 | 189 265 | 350 476 | 397 346 | 374 592 | 277 226 |
| B. Dépenses de capital | 49 908 | 41 281 | 38 445 | 43 978 | 17 771 | 12 209 | 11 162 | 13 108 |
| C. Dépenses de programmes | 463 435 | 439 791 | 459 400 | 421 818 | 346 831 | 327 065 | 359 086 | 357 519 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 46 504 | 51 152 | 49 351 | 55 201 | 74 757 | 74 358 | 81 105 | 84 026 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 17 777 | 2 287 | 4 539 | 3 047 | 25 916 | (1 120) | (30) | 10 894 |
| c.3 Assurance-production | 196 509 | 211 392 | 252 099 | 192 000 | 165 303 | 186 712 | 213 527 | 182 235 |
| c.4 Aide au financement | 7 560 | 16 480 | 16 290 | 17 667 | 5 466 | 3 823 | 10 163 | 6 911 |
| c.5 Entreposage et transport | (8 214) | - | - | - | - | - | 545 | 1 740 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 10 601 | 11 586 | 11 582 | 11 600 | 86 | 159 | 91 | 185 |
| c.7 Recherche* | 60 068 | 43 655 | 24 881 | 41 550 | 10 018 | 5 163 | 13 030 | 21 741 |
| c.8 Inspection des aliments* | 1 439 | 1 573 | 1 146 | - | 15 090 | 13 449 | 12 220 | 19 717 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 220 | 253 | 220 | 264 | 23 685 | 14 604 | 7 939 | 5 762 |
| c.11 Développement rural et régional | 1 450 | 1 450 | 1 449 | 1 450 | 11 495 | 13 744 | 7 577 | 5 922 |
| c.12 Environnement | - | - | - | - | 11 160 | 11 352 | 9 359 | 13 117 |
| c.13 Enseignement | 70 992 | 68 895 | 65 906 | 68 598 | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 58 529 | 31 068 | 31 937 | 30 441 | 3 855 | 4 821 | 3 560 | 5 269 |
| D. Dépenses fiscales | 97 487 | 106 332 | 61 623 | 66 249 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 762 442 | 750 907 | 728 168 | 721 310 | 715 078 | 736 620 | 744 840 | 647 853 |
| Recouvrements | (81 973) | (84 611) | (82 821) | (37 091) | (27 088) | (40 267) | (49 414) | (42 645) |
| Total, dépenses nettes | 680 469 | 666 296 | 645 347 | 684 219 | 687 990 | 696 353 | 695 426 | 605 208 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| (000 \$) | | | | | | | | |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 27 141 | 29 757 | 33 524 | 35 594 | 94 032 | 91 115 | 86 965 | 64 308 |
| B. Dépenses de capital | 836 | 994 | 965 | 413 | 4 993 | 3 436 | 2 805 | 3 293 |
| C. Dépenses de programmes | 35 960 | 38 862 | 41 870 | 32 407 | 51 056 | 56 908 | 23 969 | 48 255 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 16 828 | 23 345 | 18 611 | 13 273 | 15 226 | 27 543 | (1 253) | 14 707 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 5 781 | 851 | 941 | 480 | 3 165 | 16 | 14 | 1 078 |
| c.3 Assurance-production | 7 600 | 8 200 | 10 000 | 6 170 | 12 638 | 12 356 | 11 420 | 9 747 |
| c.4 Aide au financement | (220) | - | - | - | 190 | 457 | 913 | 475 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | 6 | 21 |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | - | - | - | - | 33 | 44 | 74 | 46 |
| c.7 Recherche* | 911 | - | 1 121 | 1 039 | 704 | 1 304 | 3 229 | 7 578 |
| c.8 Inspection des aliments* | 400 | 1 940 | 1 944 | 1 807 | 4 462 | 3 043 | 1 150 | 3 065 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 3 075 | 2 575 | - | 151 | 3 170 | 4 353 | 4 198 | 3 032 |
| c.11 Développement rural et régional | 1 500 | 1 500 | 2 000 | 2 500 | 4 758 | 2 424 | 1 872 | 1 882 |
| c.12 Environnement | - | - | 7 166 | 6 900 | 5 159 | 3 645 | 2 018 | 6 365 |
| c.13 Enseignement | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.14 Vulgarisation | 85 | 451 | 87 | 87 | 1 551 | 1 723 | 328 | 259 |
| D. Dépenses fiscales | 14 531 | 1 867 | 1 258 | 1 258 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 78 468 | 71 480 | 77 617 | 69 672 | 150 081 | 151 459 | 113 739 | 115 856 |
| Recouvrements | - | - | - | - | (7 656) | (11 395) | (12 415) | (10 714) |
| Total, dépenses nettes | 78 468 | 71 480 | 77 617 | 69 672 | 142 425 | 140 064 | 101 324 | 105 142 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|--------------------------------|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| CANADA | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 15 169 | 12 643 | 16 876 | 20 820 | 269 030 | 340 665 | 358 095 | 269 584 |
| - capital | 12 290 | 22 398 | 18 262 | 31 079 | 11 582 | 954 | 1 675 | 5 285 |
| - programme | 156 759 | 148 769 | 144 234 | 144 623 | 78 499 | 85 110 | 102 750 | 146 881 |
| Total, Recherche | 184 218 | 183 810 | 179 372 | 196 522 | 359 111 | 426 729 | 462 520 | 421 750 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 133 898 | 135 629 | 141 432 | 146 648 | 756 249 | 747 589 | 749 757 | 530 646 |
| - capital | 16 474 | 12 171 | 5 142 | 1 771 | 29 686 | 31 533 | 21 465 | 27 959 |
| - programme | 49 245 | 45 838 | 53 859 | 53 441 | 57 609 | 57 314 | 34 019 | 56 519 |
| Total, Inspection | 199 617 | 193 638 | 200 433 | 201 860 | 843 544 | 836 436 | 805 241 | 615 124 |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 234 | 479 | 887 | 986 | 726 | 911 | 957 | 695 |
| - capital | 33 | 23 | 41 | 63 | 31 | 3 | 4 | 14 |
| - programme | 717 | 579 | 647 | - | 1 366 | 633 | 1 217 | 2 044 |
| Total, Recherche | 984 | 1 081 | 1 575 | 1 049 | 2 123 | 1 547 | 2 178 | 2 753 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 2 570 | 2 338 | 2 427 | 2 374 | 2 058 | 1 944 | 1 901 | 1 325 |
| - capital | 10 | 422 | 1 978 | 165 | 78 | 83 | 55 | 72 |
| - programme | 501 | 113 | 270 | 129 | 1 125 | 1 626 | 245 | 485 |
| Total, Inspection | 3 081 | 2 873 | 4 675 | 2 668 | 3 261 | 3 653 | 2 201 | 1 882 |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | - | - | - | 2 470 | 3 114 | 3 308 | 2 496 |
| - capital | - | - | - | - | 106 | 9 | 16 | 49 |
| - programme | 739 | 608 | 408 | 408 | 1 584 | 2 916 | 7 947 | 8 270 |
| Total, Recherche | 739 | 608 | 408 | 408 | 4 160 | 6 039 | 11 271 | 10 815 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 2 068 | 2 570 | 3 469 | 3 455 | 6 647 | 6 552 | 7 139 | 4 794 |
| - capital | - | - | 160 | - | 262 | 278 | 199 | 259 |
| - programme | (2) | (1) | 250 | 422 | 569 | 473 | 243 | 679 |
| Total, Inspection | 2 066 | 2 569 | 3 879 | 3 877 | 7 478 | 7 303 | 7 581 | 5 732 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|------------------------------|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | - | - | - | 3 077 | 3 890 | 4 038 | 3 017 |
| - capital | 480 | 377 | 502 | - | 132 | 11 | 19 | 59 |
| - programme | 1 102 | 218 | 18 | 2 015 | 1 895 | 1 244 | 2 037 | 2 062 |
| Total, Recherche | 1 582 | 595 | 520 | 2 015 | 5 104 | 5 145 | 6 094 | 5 138 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 1 740 | 1 797 | 2 261 | 2 365 | 8 237 | 8 084 | 8 132 | 5 769 |
| - capital | - | - | - | - | 322 | 342 | 240 | 313 |
| - programme | 4 656 | 4 000 | 4 672 | 5 752 | 821 | 1 222 | 619 | 1 039 |
| Total, Inspection | 6 396 | 5 797 | 6 933 | 8 117 | 9 380 | 9 648 | 8 991 | 7 121 |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 904 | 414 | 653 | - | 2 978 | 3 596 | 3 768 | 2 843 |
| - capital | 1 | 9 | - | - | 128 | 11 | 18 | 56 |
| - programme | 698 | 874 | 1 478 | 787 | 1 388 | 1 544 | 626 | 1 547 |
| Total, Recherche | 1 603 | 1 297 | 2 131 | 787 | 4 494 | 5 151 | 4 412 | 4 446 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 3 415 | 3 166 | 4 184 | 2 257 | 7 994 | 7 887 | 7 754 | 5 440 |
| - capital | 142 | 2 | 121 | - | 325 | 345 | 226 | 295 |
| - programme | 645 | 486 | 849 | 413 | 532 | 671 | 324 | 821 |
| Total, Inspection | 4 202 | 3 654 | 5 154 | 2 670 | 8 851 | 8 903 | 8 304 | 6 556 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 3 122 | 2 786 | 2 526 | 2 369 | 41 984 | 52 943 | 54 488 | 41 108 |
| - capital | - | - | - | - | 1 811 | 149 | 255 | 806 |
| - programme | 24 374 | 22 410 | 21 713 | 20 922 | 17 981 | 25 631 | 14 802 | 14 725 |
| Total, Recherche | 27 496 | 25 196 | 24 239 | 23 291 | 61 776 | 78 723 | 69 545 | 56 639 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 46 809 | 40 396 | 40 474 | 35 947 | 114 612 | 113 240 | 111 110 | 79 413 |
| - capital | 14 056 | 9 460 | 1 391 | 450 | 4 592 | 4 877 | 3 273 | 4 263 |
| - programme | 23 422 | 19 000 | 19 534 | 15 553 | 5 984 | 5 772 | 1 655 | 3 600 |
| Total, Inspection | 84 287 | 68 856 | 61 399 | 51 950 | 125 188 | 123 889 | 116 038 | 87 276 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|------------------------------|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 2 972 | 2 710 | 3 132 | 3 326 | 63 472 | 80 090 | 83 145 | 62 691 |
| - capital | 10 750 | 20 714 | 15 481 | 30 000 | 2 724 | 224 | 390 | 1 229 |
| - programme | 45 910 | 59 462 | 63 443 | 48 281 | 18 434 | 22 069 | 25 849 | 34 160 |
| Total, Recherche | 59 632 | 82 886 | 82 056 | 81 607 | 84 630 | 102 383 | 109 384 | 98 080 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 39 811 | 41 902 | 42 971 | 47 211 | 175 368 | 173 345 | 168 711 | 122 360 |
| - capital | 1 000 | 1 000 | 500 | 500 | 6 899 | 7 328 | 4 992 | 6 502 |
| - programme | 16 102 | 14 427 | 17 090 | 18 303 | 17 583 | 20 003 | 11 596 | 15 332 |
| Total, Inspection | 56 913 | 57 329 | 60 561 | 66 014 | 199 850 | 200 676 | 185 299 | 144 194 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | - | 1 384 | 1 594 | 27 980 | 33 849 | 35 235 | 26 370 |
| - capital | - | - | - | - | 1 199 | 99 | 164 | 517 |
| - programme | 3 571 | 1 115 | 2 468 | 3 765 | 17 951 | 19 547 | 18 481 | 28 577 |
| Total, Recherche | 3 571 | 1 115 | 3 852 | 5 359 | 47 130 | 53 495 | 53 880 | 55 464 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 10 147 | 10 045 | 11 287 | 11 680 | 79 896 | 79 106 | 73 081 | 52 379 |
| - capital | 180 | 457 | - | - | 3 192 | 3 391 | 2 100 | 2 735 |
| - programme | (1 034) | 1 208 | 2 883 | 2 515 | 5 866 | 4 760 | 1 771 | 3 745 |
| Total, Inspection | 9 293 | 11 710 | 14 170 | 14 195 | 88 954 | 87 257 | 76 952 | 58 859 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 1 553 | - | 1 574 | 945 | 55 686 | 71 206 | 77 338 | 58 277 |
| - capital | - | - | - | - | 2 402 | 198 | 362 | 1 143 |
| - programme | 18 670 | 19 847 | 28 057 | 25 856 | 7 104 | 4 984 | 15 406 | 25 416 |
| Total, Recherche | 20 223 | 19 847 | 29 631 | 26 801 | 65 192 | 76 388 | 93 106 | 84 836 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 3 762 | 530 | 813 | 1 047 | 162 809 | 161 365 | 167 924 | 117 344 |
| - capital | - | - | - | - | 6 155 | 6 538 | 4 640 | 6 044 |
| - programme | 3 116 | 3 093 | 5 220 | 8 548 | 5 399 | 6 115 | 4 078 | 7 612 |
| Total, Inspection | 6 878 | 3 623 | 6 033 | 9 595 | 174 363 | 174 018 | 176 642 | 131 000 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|------------------------------|------------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 5 575 | 5 859 | 6 357 | 9 748 | 55 196 | 71 932 | 76 626 | 57 613 |
| - capital | 1 025 | 1 274 | 2 238 | 1 016 | 2 381 | 196 | 358 | 1 130 |
| - programme | 60 068 | 43 655 | 24 881 | 41 550 | 10 018 | 5 163 | 13 030 | 21 741 |
| Total, Recherche | 66 668 | 50 788 | 33 476 | 52 314 | 67 595 | 77 291 | 90 014 | 80 484 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 17 163 | 25 209 | 22 875 | 30 111 | 157 094 | 155 090 | 164 963 | 114 158 |
| - capital | 815 | 414 | 460 | 380 | 6 128 | 6 510 | 4 587 | 5 975 |
| - programme | 1 439 | 1 573 | 1 146 | - | 15 090 | 13 449 | 12 220 | 19 717 |
| Total, Inspection | 19 417 | 27 196 | 24 481 | 30 491 | 178 312 | 175 049 | 181 770 | 139 850 |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 809 | 395 | 363 | 1 853 | 15 460 | 19 136 | 19 185 | 14 475 |
| - capital | - | - | - | - | 667 | 55 | 90 | 284 |
| - programme | 911 | - | 1 121 | 1 039 | 704 | 1 304 | 3 229 | 7 578 |
| Total, Recherche | 1 720 | 395 | 1 484 | 2 892 | 16 831 | 20 495 | 22 504 | 22 337 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 6 414 | 7 675 | 10 671 | 10 201 | 41 527 | 40 970 | 39 038 | 27 663 |
| - capital | 271 | 417 | 533 | 276 | 1 732 | 1 840 | 1 153 | 1 501 |
| - programme | 400 | 1 940 | 1 944 | 1 807 | 4 462 | 3 043 | 1 150 | 3 065 |
| Total, Inspection | 7 085 | 10 032 | 13 148 | 12 284 | 47 721 | 45 853 | 41 341 | 32 229 |

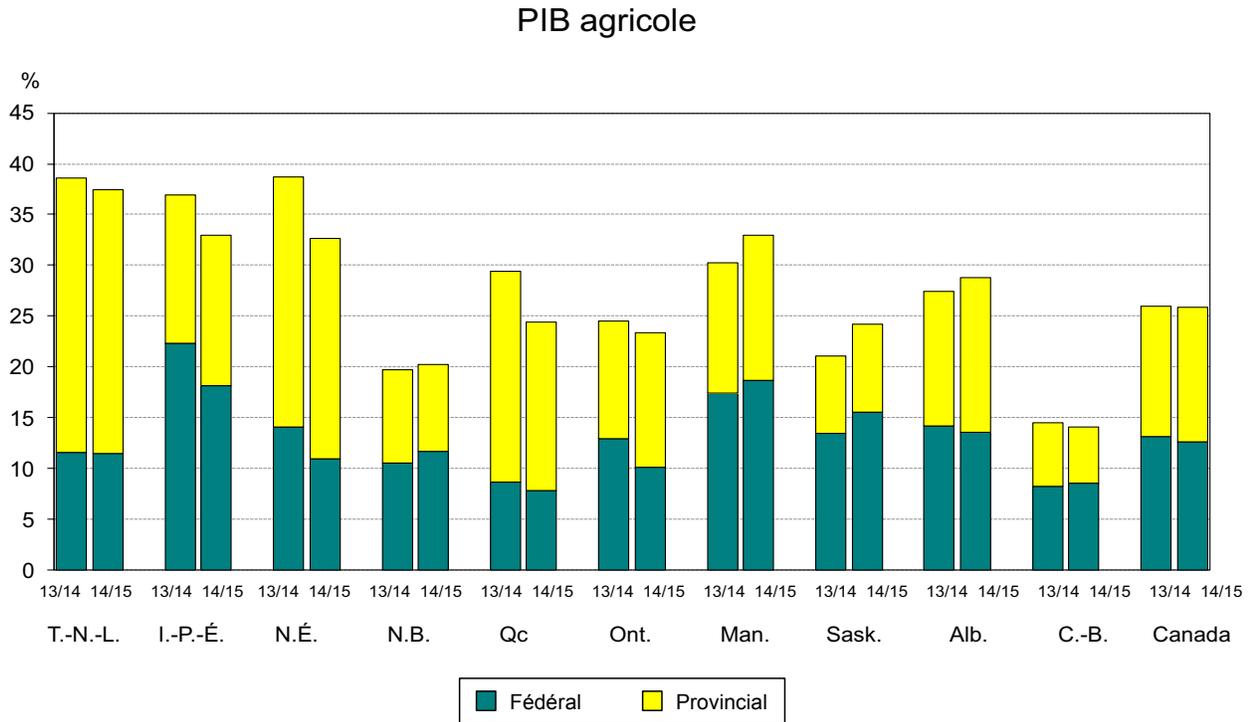
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

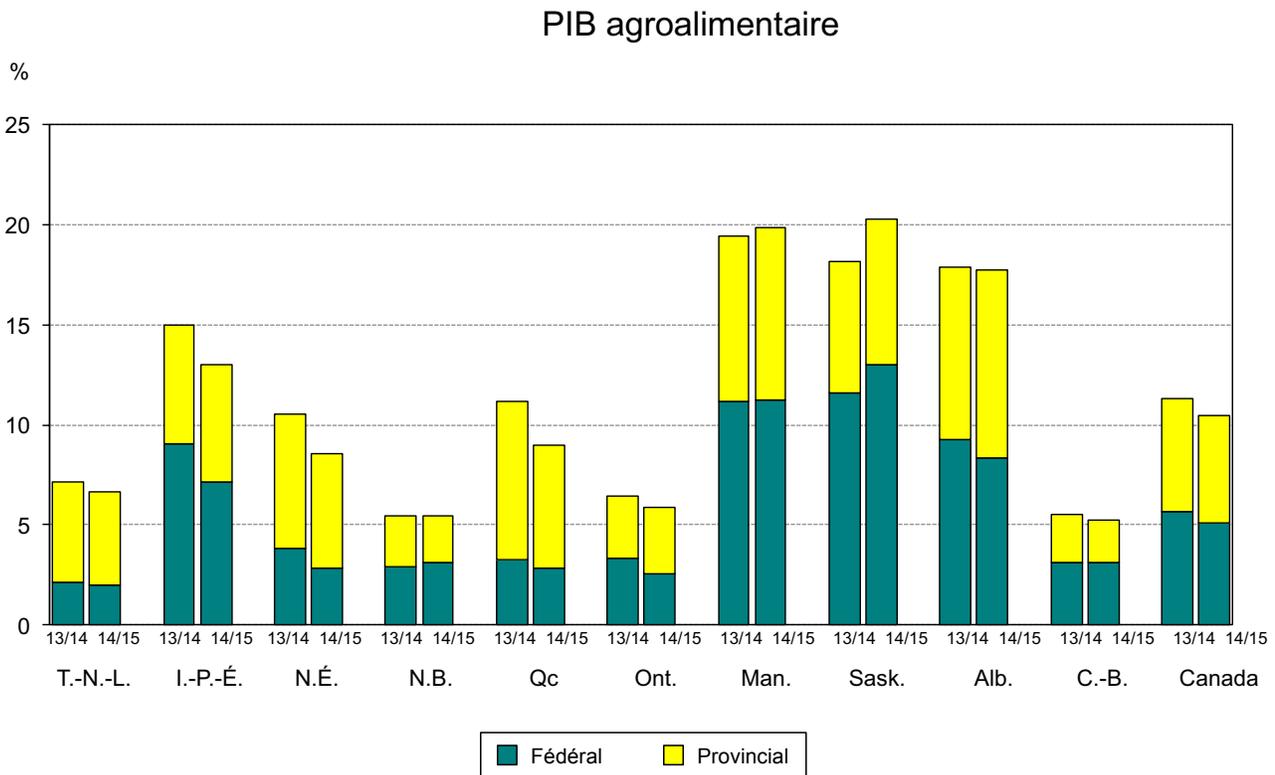
| | Agricole | | | | Agroalimentaire | | | |
|---------------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|-----------------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 81,7 | 81,3 | 86,7 | 87,3 | 443,4 | 450,1 | 467,8 | 490,3 |
| Fédéral (%) | 15,7 | 14,7 | 11,5 | 11,4 | 2,9 | 2,7 | 2,1 | 2,0 |
| Provincial (%) | 26,6 | 25,2 | 27,1 | 26,1 | 4,9 | 4,5 | 5,0 | 4,6 |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 208,5 | 207,5 | 222,1 | 223,3 | 524,9 | 521,3 | 546,4 | 565,4 |
| Fédéral (%) | 20,0 | 17,8 | 22,3 | 18,1 | 7,9 | 7,1 | 9,1 | 7,2 |
| Provincial (%) | 18,1 | 14,8 | 14,6 | 14,9 | 7,2 | 5,9 | 5,9 | 5,9 |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 230,1 | 231,5 | 244,1 | 247,5 | 871,9 | 863,0 | 896,5 | 939,4 |
| Fédéral (%) | 14,2 | 14,8 | 14,0 | 10,9 | 3,8 | 4,0 | 3,8 | 2,9 |
| Provincial (%) | 22,9 | 24,3 | 24,7 | 21,7 | 6,0 | 6,5 | 6,7 | 5,7 |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 270,4 | 281,1 | 303,8 | 308,6 | 1 028,8 | 1 038,8 | 1 088,2 | 1 140,4 |
| Fédéral (%) | 16,2 | 15,3 | 10,5 | 11,7 | 4,2 | 4,1 | 2,9 | 3,2 |
| Provincial (%) | 10,3 | 10,6 | 9,2 | 8,5 | 2,7 | 2,9 | 2,6 | 2,3 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 3 821,2 | 3 931,4 | 4 199,5 | 4 204,0 | 10 490,1 | 10 634,2 | 11 053,0 | 11 454,5 |
| Fédéral (%) | 10,7 | 10,8 | 8,6 | 7,8 | 3,9 | 4,0 | 3,3 | 2,9 |
| Provincial (%) | 26,1 | 23,7 | 20,8 | 16,6 | 9,5 | 8,8 | 7,9 | 6,1 |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 4 305,0 | 4 363,4 | 4 688,6 | 4 701,8 | 16 918,1 | 17 259,2 | 17 928,3 | 18 704,8 |
| Fédéral (%) | 13,8 | 12,4 | 12,9 | 10,1 | 3,5 | 3,1 | 3,4 | 2,5 |
| Provincial (%) | 12,7 | 13,9 | 11,6 | 13,2 | 3,2 | 3,5 | 3,0 | 3,3 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 1 438,2 | 1 731,1 | 2 049,3 | 1 830,4 | 2 532,4 | 2 832,3 | 3 189,5 | 3 037,6 |
| Fédéral (%) | 34,6 | 24,2 | 17,4 | 18,7 | 19,7 | 14,8 | 11,2 | 11,2 |
| Provincial (%) | 25,5 | 17,3 | 12,8 | 14,3 | 14,5 | 10,6 | 8,2 | 8,6 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 4 048,9 | 4 485,0 | 5 668,5 | 4 708,0 | 4 868,1 | 5 328,3 | 6 533,5 | 5 623,3 |
| Fédéral (%) | 22,1 | 21,9 | 13,4 | 15,5 | 18,4 | 18,4 | 11,6 | 13,0 |
| Provincial (%) | 11,3 | 12,0 | 7,6 | 8,7 | 9,4 | 10,1 | 6,6 | 7,3 |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 4 061,6 | 4 122,2 | 4 884,6 | 4 479,0 | 6 583,8 | 6 654,9 | 7 510,5 | 7 264,2 |
| Fédéral (%) | 16,9 | 16,9 | 14,2 | 13,5 | 10,4 | 10,5 | 9,3 | 8,3 |
| Provincial (%) | 16,8 | 16,2 | 13,2 | 15,3 | 10,3 | 10,0 | 8,6 | 9,4 |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 1 164,5 | 1 155,2 | 1 233,0 | 1 242,9 | 3 095,2 | 3 073,7 | 3 225,6 | 3 349,9 |
| Fédéral (%) | 12,2 | 12,1 | 8,2 | 8,5 | 4,6 | 4,6 | 3,1 | 3,1 |
| Provincial (%) | 6,7 | 6,2 | 6,3 | 5,6 | 2,5 | 2,3 | 2,4 | 2,1 |
| CANADA | | | | | | | | |
| PIB national (millions de \$) | 19 083,4 | 20 000,8 | 23 026,7 | 21 646,8 | 48 107,6 | 49 319,3 | 53 210,5 | 53 585,1 |
| Fédéral (%) | 17,7 | 16,8 | 13,1 | 12,6 | 7,0 | 6,8 | 5,7 | 5,1 |
| Provincial (%) | 17,1 | 16,2 | 12,9 | 13,3 | 6,8 | 6,6 | 5,6 | 5,4 |

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2013-2014 et 2014-2015



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

| | PIB Total | | | | Dépenses totales | | | |
|--------------------------------------|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|------------------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 Provisoires | 2014-2015 Estimations |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 31 695 | 32 253 | 34 688 | 35 315 | 6 658 | 6 494 | 6 429 | 7 502 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 1,40 | 1,40 | 1,35 | 1,39 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,33 | 0,31 | 0,37 | 0,30 |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 4 973 | 5 067 | 5 196 | 5 301 | 1 652 | 1 585 | 1 566 | 1 657 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 10,55 | 10,29 | 10,52 | 10,67 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 2,28 | 1,94 | 2,06 | 2,01 |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 35 278 | 34 959 | 36 118 | 37 666 | 8 235 | 8 451 | 8 465 | 8 704 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,47 | 2,47 | 2,48 | 2,49 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,64 | 0,67 | 0,71 | 0,62 |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 29 273 | 29 178 | 29 676 | 30 649 | 8 050 | 8 289 | 8 262 | 8 427 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 3,51 | 3,56 | 3,67 | 3,72 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,35 | 0,36 | 0,34 | 0,31 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 323 074 | 334 328 | 340 040 | 352 846 | 88 134 | 90 354 | 94 934 | 97 446 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 3,25 | 3,18 | 3,25 | 3,25 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 1,13 | 1,03 | 0,92 | 0,72 |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 614 769 | 633 097 | 649 509 | 675 726 | 122 742 | 122 589 | 126 364 | 130 376 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,75 | 2,73 | 2,76 | 2,77 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,44 | 0,49 | 0,43 | 0,48 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 52 463 | 54 491 | 56 801 | 59 464 | 12 098 | 11 850 | 12 207 | 12 339 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 4,83 | 5,20 | 5,62 | 5,11 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 3,03 | 2,53 | 2,15 | 2,12 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 71 169 | 75 273 | 79 067 | 81 873 | 13 711 | 14 285 | 13 829 | 12 183 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 6,84 | 7,08 | 8,26 | 6,87 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 3,33 | 3,77 | 3,11 | 3,36 |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 293 510 | 304 961 | 324 196 | 345 469 | 39 566 | 41 435 | 44 538 | 40 432 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,24 | 2,18 | 2,32 | 2,10 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 1,72 | 1,61 | 1,45 | 1,69 |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 200 135 | 203 736 | 212 887 | 221 581 | 35 371 | 35 120 | 34 890 | 36 140 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 1,55 | 1,51 | 1,52 | 1,51 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,22 | 0,20 | 0,22 | 0,19 |
| TOTAL - PROVINCIAL | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 1 656 339 | 1 707 342 | 1 768 179 | 1 845 890 | 336 217 | 340 453 | 351 484 | 355 206 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,86 | 2,85 | 2,97 | 2,85 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,97 | 0,95 | 0,85 | 0,81 |
| CANADA - FÉDÉRAL | | | | | | | | |
| Total fédéral (millions de \$) | 1 667 570 | 1 719 887 | 1 781 560 | 1 859 806 | 271 423 | 275 564 | 276 828 | 241 597 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,88 | 2,87 | 2,99 | 2,88 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 1,24 | 1,22 | 1,09 | 1,13 |

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie relative aux dépenses publiques

Définition des dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et à la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques, lesquels sont fournis par des agents de différents ministères, proviennent de sources diverses, soit : de comptes publics, des budgets et/ou des plans de dépenses fédéraux et provinciaux, de Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, laquelle est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des frais d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Le déficit des programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites « à l'étranger ». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses « à l'étranger » comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales et celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. À titre d'exemple, notons l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, conformément aux comptes publics, les bonifications d'intérêts et la défaillance sur les prêts sont inclus puisqu'elles sont considérées comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value, lesquelles font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des prêts garantis émis par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement semble compromis, et ces évaluations font partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Le recouvrement des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus des programmes, et d'autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur

nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire

Les données présentées dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères, comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et Statistique Canada. Ces données incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - Les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes.
 - Toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de

ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé.

- À l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.
- La catégorie « Autres » inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels le Programme de paiements pour les producteurs de

céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (LPCA) qui est composé du Programme de paiements anticipés (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'oeuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y

compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles celles versées en vertu de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux*.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB « agricole » comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes. Le PIB « agroalimentaire » est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2011-2013

| | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|--|--------------------|--------|---------------------|
| | - millions de \$ - | | |
| Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation) | 46 900 | 50 893 | 51 653 |
| dont : part de produits SPM ¹ (%) | 85 | 85 | 85 |
| Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation) | 32 756 | 35 516 | 34 098 |
| Estimation du soutien aux producteurs (ESP) | 7 435 | 7 795 | 6 210 |
| Soutien des prix du marché | 4 264 | 4 967 | 4 320 |
| Paiements au titre de la production | 0 | 0 | 0 |
| Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 501 | 503 | 414 |
| Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants production requise | 2 225 | 2 188 | 1 422 |
| Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants production requise | 2 | 0 | 0 |
| Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants production facultative | 365 | 46 | 1 |
| Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 15 | 0 | 0 |
| Paiements divers | 63 | 93 | 53 |
| ESP en pourcentage | 15 | 15 | 12 |
| Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) | 1,10 | 1,11 | 1,09 |
| Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) | 1,17 | 1,17 | 1,13 |
| Estimation du soutien aux services d'intérêt général | 2 591 | 2 467 | 2 571 |
| Recherche et développement | 922 | 955 | 936 |
| Établissements d'enseignement agricole | 1 008 | 993 | 989 |
| Services d'inspection | 352 | 249 | 226 |
| Infrastructures | 239 | 196 | 168 |
| Commercialisation et promotion | 0 | 0 | 0 |
| Stockage public | 69 | 74 | 253 |
| Divers | -4 697 | -5 477 | -4 857 |
| Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) | -4 255 | -4 961 | -4 317 |
| Transferts des consommateurs aux producteurs | -443 | -517 | -542 |
| Autres transferts des consommateurs | 0 | 2 | 2 |
| Transferts des contribuables aux consommateurs | 0 | 0 | 1 |
| Surcoût de l'alimentation animale | -14 | -15 | -14 |
| ESC en pourcentage | | | |
| Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) | 1,17 | 1,18 | 1,17 |
| Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) | 1,17 | 1,18 | 1,17 |
| Estimation du soutien total (EST) | 10 026 | 10 264 | 8 782 |
| Transferts des consommateurs | 4 698 | 5 478 | 4 859 |
| Transferts des contribuables | 5 771 | 5 303 | 4 465 |
| Recettes budgétaires | -443 | -517 | -542 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.

² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

| | | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------------------------------|---|---------------------------------|------|---------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESP total) | | |
| Australie | Soutien au titre de la production des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 35 | 55 | 56 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise | 27 | 10 | 10 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 36 | 34 | 33 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 2 | 1 | 1 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Canada | Soutien au titre de la production des produits de base | 57 | 64 | 70 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 7 | 6 | 7 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 30 | 28 | 23 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 5 | 1 | 0 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 1 | 1 | 1 |
| Union européenne² | Soutien au titre de la production des produits de base | 15 | 22 | 24 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 15 | 15 | 13 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 19 | 17 | 16 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 48 | 44 | 44 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 2 | 3 | 2 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Japon | Soutien au titre de la production des produits de base | 81 | 86 | 84 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 3 | 3 | 3 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 9 | 4 | 6 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 8 | 7 | 7 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Mexique | Soutien au titre de la production des produits de base | 22 | 34 | 30 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 52 | 40 | 44 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 6 | 5 | 10 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 5 | 4 | 4 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 16 | 16 | 13 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | Soutien au titre de la production des produits de base | 85 | 83 | 77 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 14 | 17 | 23 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 (suite)

| | | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------------|--|---------------------------------|------|---------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESP total) | | |
| États-Unis | Soutien au titre de la production des produits de base | 7 | 20 | 13 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 33 | 30 | 33 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 33 | 25 | 28 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 19 | 17 | 17 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 9 | 8 | 9 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| OCDE | Soutien au titre de la production des produits de base | 43 | 49 | 47 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 14 | 12 | 13 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 17 | 13 | 14 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 25 | 23 | 24 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 2 | 2 | 2 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

| | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------------------------|---------------------------------|---------|---------------------|--|------|---------------------|
| | ESP Total (millions de \$US) | | | ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes) | | |
| Australie | 1 591 | 1 005 | 961 | 3 | 2 | 2 |
| Canada | 7 516 | 7 801 | 6 028 | 15 | 15 | 12 |
| Union européenne ¹ | 108 331 | 110 952 | 116 257 | 18 | 20 | 20 |
| Japon | 60 384 | 65 567 | 53 947 | 51 | 55 | 56 |
| Mexique | 6 964 | 6 993 | 7 814 | 13 | 12 | 12 |
| Nouvelle-Zélande | 159 | 145 | 111 | 1 | 1 | 1 |
| États-Unis | 31 038 | 33 548 | 31 022 | 8 | 8 | 7 |
| OCDE | 258 473 | 266 382 | 257 950 | 18 | 19 | 18 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014 Pays de l'OCDE.

¹ UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

| | Blé | | | Maïs | | | Autres céréales | | | Canola/colza | | | Soya | | |
|-------------------------------|------|------|-------|------|------|-------|-----------------|------|-------|--------------|------|-------|------|------|-------|
| | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p |
| Australie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | n.c. | n.c. | n.c. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Canada | 1,3 | 0,6 | 1,5 | 0,9 | 1,1 | 2,5 | 2,9 | 0,6 | 2,5 | 1,3 | 2,5 | 1,5 | 0,7 | 0,4 | 1,0 |
| Union européenne ² | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Japon | 51,5 | 43,8 | 48,1 | n.c. | n.c. | n.c. | 72,5 | 71,3 | 66,2 | n.c. | n.c. | n.c. | 46,7 | 49,6 | 46,3 |
| Mexique | 21,4 | 12,5 | 12,1 | 8,6 | 2,5 | 4,5 | 0,5 | 0,0 | 0,0 | n.c. | n.c. | n.c. | 9,7 | 0,3 | 3,6 |
| Nouvelle-Zélande | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | n.c. | n.c. | n.c. | n.c. | n.c. | n.c. |
| États-Unis | 7,3 | 6,0 | 7,9 | 3,6 | 3,5 | 4,3 | 4,6 | 3,7 | 3,7 | n.c. | n.c. | n.c. | 4,0 | 3,3 | 3,6 |
| OCDE | 4,3 | 4,4 | 4,0 | 3,4 | 2,9 | 3,7 | 3,0 | 2,7 | 3,3 | 0,6 | 1,1 | 0,8 | 6,0 | 4,7 | 5,4 |

| | Viande bovine | | | Viande porcine | | | Lait | | | Volaille | | | Oeufs | | |
|------------------|---------------|------|-------|----------------|------|-------|------|------|-------|----------|------|-------|-------|------|-------|
| | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p | 2011 | 2012 | 2013p |
| Australie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Canada | 3,4 | 2,5 | 2,2 | 5,3 | 5,1 | 3,5 | 43,3 | 50,4 | 43,8 | 32,8 | 36,2 | 29,3 | 25,6 | 27,7 | 21,8 |
| Union européenne | 15,0 | 31,9 | 39,8 | 0,1 | 0,1 | 1,9 | 1,3 | 1,7 | 1,5 | 23,1 | 20,2 | 9,9 | 1,0 | 0,9 | 0,0 |
| Japon | 36,0 | 33,6 | 43,1 | 65,9 | 68,3 | 58,1 | 54,0 | 64,6 | 63,9 | 10,2 | 10,1 | 10,2 | 15,0 | 15,3 | 15,3 |
| Mexique | 8,4 | 8,3 | 7,1 | 6,8 | 7,1 | 12,2 | -0,3 | 4,8 | 0,0 | 15,8 | 16,3 | 14,8 | -0,4 | 0,0 | 6,3 |
| Nouvelle-Zélande | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 27,0 | 25,3 | 18,3 | 16,1 | 0,0 | 0,0 |
| États-Unis | 0,0 | 0,0 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,3 | 11,7 | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| OCDE | 10,3 | 15,0 | 17,3 | 9,1 | 8,4 | 7,8 | 7,8 | 12,3 | 9,6 | 11,1 | 9,7 | 6,3 | 5,5 | 3,8 | 4,6 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

p: Provisoires

n.c. non calculé

¹ Pourcentage des recettes agricoles brutes pour un produit en particulier.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

| | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------------------------|----------------------------|--------|---------------------|---|------|---------------------|
| | ESSG (millions de \$US) | | | part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%) | | |
| Australie | 1 091 | 1 098 | 1 003 | 41 | 52 | 51 |
| Canada | 2 619 | 2 469 | 2 496 | 26 | 24 | 29 |
| Union européenne ² | 14 719 | 13 779 | 14 012 | 12 | 11 | 11 |
| Japon | 12 594 | 11 549 | 9 425 | 17 | 15 | 15 |
| Mexique | 801 | 955 | 649 | 10 | 12 | 8 |
| Nouvelle-Zélande | 361 | 385 | 354 | 69 | 73 | 76 |
| États-Unis | 6 640 | 9 873 | 10 702 | 9 | 12 | 13 |
| OCDE | 43 888 | 44 192 | 43 675 | 13 | 13 | 13 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

| | | 2011 | 2012 | 2013 |
|-------------------------------------|--|----------------------------------|------|------|
| | | Provisoires | | |
| | | (en pourcentage de l'ESSG total) | | |
| Australie | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 66 | 57 | 61 |
| | Inspection et contrôle | 1 | 0 | 0 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 11 | 11 | 7 |
| | Commercialisation et promotion | 21 | 30 | 32 |
| | Stockage public | 1 | 1 | 1 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Canada | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 20 | 20 | 21 |
| | Inspection et contrôle | 10 | 11 | 10 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 39 | 40 | 39 |
| | Commercialisation et promotion | 22 | 20 | 22 |
| | Stockage public | 10 | 9 | 9 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Union européenne² | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 19 | 19 | 19 |
| | Inspection et contrôle | 14 | 14 | 14 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 7 | 5 | 5 |
| | Commercialisation et promotion | 29 | 29 | 28 |
| | Stockage public | 31 | 33 | 33 |
| | Divers | -1 | 0 | 0 |
| Japon | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 11 | 8 | 14 |
| | Inspection et contrôle | 5 | 4 | 7 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 1 | 1 | 3 |
| | Commercialisation et promotion | 77 | 82 | 70 |
| | Stockage public | 0 | 1 | 1 |
| | Divers | 3 | 2 | 3 |
| Mexique | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 13 | 14 | 12 |
| | Inspection et contrôle | 35 | 39 | 33 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 11 | 8 | 15 |
| | Commercialisation et promotion | 28 | 32 | 36 |
| | Stockage public | 14 | 7 | 4 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 30 | 25 | 30 |
| | Inspection et contrôle | 6 | 6 | 7 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 38 | 47 | 37 |
| | Commercialisation et promotion | 25 | 22 | 26 |
| | Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| États-Unis | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 3 | 3 | 3 |
| | Inspection et contrôle | 0 | 0 | 0 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 2 | 2 | 1 |
| | Commercialisation et promotion | 6 | 0 | 5 |
| | Stockage public | 86 | 92 | 88 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 (suite)

| | | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------|--|----------------------------------|------|---------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESSG total) | | |
| OCDE | Système de connaissances et d'innovation agricoles | 8 | 8 | 8 |
| | Inspection et contrôle | 3 | 3 | 3 |
| | Développement et entretien des infrastructures | 4 | 3 | 3 |
| | Commercialisation et promotion | 17 | 16 | 14 |
| | Stockage public | 65 | 66 | 70 |
| | Divers | 1 | 1 | 1 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

| | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------------------------|-------------------------------------|------|---------------------|
| | ESC en pourcentage (%) ¹ | | |
| Australie | 0 | 0 | 0 |
| Canada | -16 | -15 | -15 |
| Union européenne ² | -3 | -2 | -4 |
| Japon | -45 | -44 | -46 |
| Mexique | -3 | -3 | -5 |
| Nouvelle-Zélande | -3 | -4 | -3 |
| États-Unis | 13 | 13 | 14 |
| OCDE | -8 | -8 | -8 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

| | 2011 | 2012 | 2013 Provisoires |
|-------------------------------|-------------------------------|------|---------------------|
| | EST en pourcentage du PIB (%) | | |
| Australie | 0,16 | 0,16 | 0,15 |
| Canada | 0,61 | 0,59 | 0,58 |
| Union européenne ¹ | 0,73 | 0,70 | 0,73 |
| Japon | 1,19 | 1,24 | 1,21 |
| Mexique | 0,71 | 0,71 | 0,69 |
| Nouvelle-Zélande | 0,26 | 0,32 | 0,28 |
| États-Unis | 0,94 | 0,96 | 1,00 |
| OCDE | 0,93 | 0,96 | 0,94 |

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts, L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et à améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques déterminent :

- le fondement sur lequel repose le soutien, soit la production, les intrants, la superficie cultivée, le nombre d'animaux, les recettes, le revenu, les critères non liés à des produits de base;
- si le soutien est fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- si la production est requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables;
- formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol;
- services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur :

- Le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se

distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.

- La production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- D'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits

végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de denrées produites localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitation) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les

consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : part du soutien total à l'agriculture sur le produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - i.e. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (par ex, une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telles situations, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques, Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 % de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 % des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide

budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2 50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 % de l'ESC signifie que 60 % des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2 50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement. Cette étude cherchera aussi à cerner toutes les lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG. Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce, que l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.